UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

LA COMMISSION

Département des Politiques Economiques
et de la Fiscalité Intérieure

NOTE DE CADRAGE MACROECONOMIQUE 2021-2025 DE L'UNION



UEMOA

1ère EDITION



Mai 2021

La note de cadrage macroéconomique de l'Union est une publication périodique du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure de la Commission de l'UEMOA.

La présente édition présente les perspectives économiques et financières de l'Union élaborées par les services techniques du Département, sur la période 2021-2025, correspondant à l'horizon couvert par « Rapports sur les perspectives économiques et financières à moyen terme » des Etats membres de décembre 2020.

Elle constitue une contribution à l'enrichissement des discussions entre la Commission et les Etats membres, dans le cadre des objectifs poursuivis par l'Union, à travers notamment la procédure de surveillance multilatérale stipulée à l'Article 4, point b, du Traité de l'UEMOA.

Ces discussions sont, aujourd'hui, d'autant plus importantes, dans le contexte actuel fortement marqué par les incertitudes liées à la situation sanitaire issue de la pandémie de Covid-19 et à la crise économique que traversent tous les pays du monde, lesquelles se sont ajoutées aux difficultés nées de la crise sécuritaire qui sévit au sein de l'Union depuis plus de cinq (05) ans.

Cette note constitue l'aboutissement de travaux initiés en 2018, dans le cadre du projet de mise en place de modèles quasi-comptables de prévision macroéconomique, mené au sein du Département des Politiques Economiques et de la fiscalité Intérieure.

Elle constitue ainsi la première édition de la « Note de cadrage macroéconomique de l'Union » et a porté sur les huit (08) Etats membres de l'Union. De ce point de vue, elle constitue un jalon supplémentaire dans le cadre du suivi des économies et l'exercice de la surveillance multilatérale par la Commission.

La présente note a été élaborée par une équipe de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE), composée de Messieurs :

-.... Kalidou THIAW, Directeur de la Prévision et des Etudes Economiques ;
-.... Soumana HAROUNA IDE, Chargé des Prévisions et études économiques ;
-.... Totas A. J. CORREIA, Chargé des Prévisions et études économiques ;
-.... Abiboulaye MOUSSA, Chargé de la Surveillance Multilatérale.

Avec les contributions de Messieurs :

-.... Koladé Ayédero OKOUDJOU, Chef de la Division des Etudes Economiques ;
-.... Aba CAMARA, Chargé des Etudes et Statistiques Economiques.

Je tiens à féliciter l'équipe de rédaction pour le travail accompli, sous l'impulsion décisive de mon prédécesseur, Monsieur Mamadou Makhtar DIAGNE, et souhaite un plein succès et une longue vie à la présente publication.



Mahamadou GADO

Table des matières

Bref aperçu de l'UEMOA 6

Messages clés 6

INTRODUCTION 7

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL 8

1.1. Perspectives de croissance des principaux partenaires commerciaux de l'Union 8

1.2. Evolution des cours internationaux des matières premières et agricoles d'exportation de l'Union 8

II. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES 2021-2025 DE L'UNION 10

***2.1.* Situation économique récente** 10

2.2. Perspectives économiques 2021-2025 de l'Union 12

2.3. Principaux résultats 13

III. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2021-2025 DES ETATS MEMBRES 17

3.1. Bénin 17

3.2. Burkina Faso 20

3.3. Côte d'Ivoire 24

3.4. Guinée Bissau 28

3.5. Mali 31

3.6. Niger 35

3.7. Sénégal 39

3.8. Togo 43

SOURCES DE DONNEES 48

ANNEXES 49

Liste des tableaux

Tableau 1: Perspectives de croissance 2021-2025 de l'Union et des Etats membres (en %)14

Tableau 2: Perspectives de croissance 2021-2025 des Etats vues par la Commission(*), les Services Nationaux(**) et le FMI(***) (en %) 16

Tableau 3: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 du Bénin 17

Tableau 4: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Bénin (en mds FCFA) 20

Tableau 5: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 du Burkina Faso 21

Tableau 6: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Burkina Faso (en mds FCFA) 23

Tableau 7: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 de la Côte d'Ivoire 25

Tableau 8: Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Côte d'Ivoire (en mds FCFA)..... 27

Tableau 9: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 de la Guinée Bissau 29

Tableau 10: Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Guinée Bissau (en mds FCFA)..... 31

Tableau 11: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 du Mali 32

Tableau 12: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Mali (en mds FCFA)..... 34

Tableau 13: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 du Niger 36

Tableau 14: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Niger (en mds FCFA)..... 38

Tableau 15: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 du Sénégal..... 40

Tableau 16: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Sénégal (en mds FCFA) 43

Tableau 17: Evolution des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 du Togo..... 44

Tableau 18: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Togo (en mds FCFA) 46

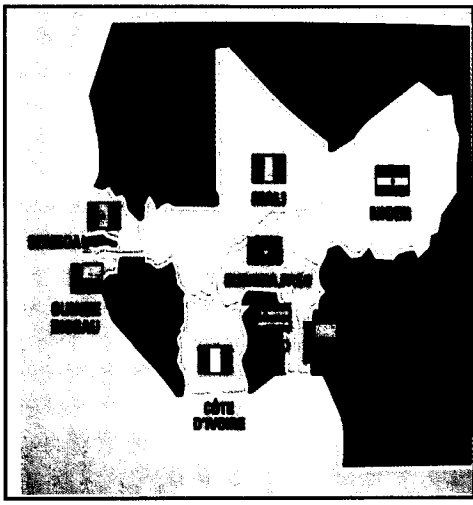
Liste des graphiques

Figure 1: Croissance économique des partenaires 8
Figure 2: Evolution des cours de l'or ($/toz) 8
Figure 3: Evolution des cours du pétrole (Moyenne 9
Figure 4: Evolution des cours du coton CIF 9
Figure 5: Evolution des cours de la noix de cacao 9
Figure 6: Evolution des cours du café arabica 10
Figure 7: Contribution des secteurs à la croissance de l'Union 10
Figure 8: Agrégats 2017-2020 des finances publiques de l'Union (en % du PIB) 11
Figure 9: Part moyenne des produits dans le total des exportations 11
Figure 10 : Evolution du solde global de la BDP et masse monétaire 12
Figure 11: Contribution des secteurs à la croissance 13
Figure 12: Evolutions des agrégats des finances publiques (en % du PIB) de 2021-2025 14
Figure 13: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Bénin 17
Figure 14: Contribution des secteurs à la croissance du Bénin 18
Figure 15: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 18
Figure 16: Solde budgétaire global et encours de la dette (en % du PIB) 19
Figure 17: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Burkina Faso 21
Figure 18: Contribution des secteurs à la croissance du Burkina Faso 22
Figure 19: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 22
Figure 20: Evolution du Solde budgétaire et Encours de la dette (en % du PIB) 23
Figure 21: Evolution de la croissance et du taux d'inflation en Côte d'Ivoire 25
Figure 22: Contribution des secteurs à la croissance de la Côte d'ivoire 26
Figure 23: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 26
Figure 24: Solde budgétaire global et encours de la dette (en % du PIB) 27
Figure 25: Evolution de la croissance et de l'inflation en Guinée Bissau 28
Figure 26: Contribution des secteurs à la croissance de la Guinée-Bissau 29
Figure 27: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 29
Figure 28: Solde budgétaire global et encours de la dette (en % du PIB) 30
Figure 29: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Mali 32
Figure 30: Contribution des secteurs à la croissance du Mali 33
Figure 31: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 33
Figure 32: Solde budgétaire global et encours de la dette (en % du PIB) 34
Figure 33: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Niger 36
Figure 34: Contribution des secteurs à la croissance du Niger 37
Figure 35: Agrégats des finances publiques (en % du PIB) 37
Figure 36: Solde budgétaire global et encours de la dette (en % du PIB) 38
Figure 37: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Sénégal 40
Figure 38: Contribution des secteurs à la croissance du Sénégal 41
Figure 39: Evolution des agrégats des finances publiques (en % du PIB) 41
Figure 40: Solde budgétaire global et encours de la dette (en % du PIB) 42
Figure 41: Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Togo 44
Figure 42: Contribution des secteurs à la croissance du Togo 45
Figure 43: Evolution des agrégats des finances publiques (en % du PIB) 45
Figure 44: Solde budgétaire global et encours de la dette (en % du PIB) 46

SIGLES ET ABBREVIATIONS

BDSM	Base de Données de la Surveillance Multilatérale
BDP	Balance des Paiements
CNPE	Comités Nationaux de Politique Economique
COVID-19	Coronavirus 2019
DPE	Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure
DPEE	Direction de la Prévision et des Etudes Economiques
FMI	Fond Monétaire International
INS	Institut National de la Statistique
MAPS	Modèle d'Analyse, de Prévision et de Simulation
PCSCS	Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité
PIB	Produit Intérieur Brut
PNDES	Plan National de Développement Economique et Social
PSE	Plan Sénégal Emergent
RSM	Rapport Semestriel d'Exécution de la Surveillance Multilatérale
TRE	Tableau Ressources Emplois
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
WEO	World Economic Outlook

Bref aperçu de l'UEMOA



	2018	2019	2020(p)
Population (en millions)	122,4	126,1	129,9
Croissance du PIB réel (en %)	6,4	5,7	1,5
PIB nominal (mds FCFA)	83 307,9	88 582,6	91 566,0
Solde global des Finances Publiques (en % du PIB)	-3,3	-2,4	-5,4
Taux d'inflation (en %)	1,2	-0,7	2,1
Taux d'endettement (en %)	41,2	43,3	49,8
Taux de pression fiscale (en %)	12,6	13,4	13,1
Masse salariale (en % des recettes fiscales)	41,3	39,5	42,8
Taux d'investissement (en %)	24,0	24,1	23,8
Solde global BDP (mds FCFA)	982,3	1 635,1	15,8
Masse monétaire (mds FCFA)	27 726,8	30 600,5	35 656,4

Messages clés

- **Le PIB de l'Union serait en hausse de 5,3% en 2021, après qu'il a ralenti, en 2020, se situant à 1,5%, suite aux impacts des crises sanitaire et économique.** La reprise serait toutefois inégale entre les Etats membres et demeurerait fragile au regard de la persistance de la pandémie et de la timide relance de l'économie mondiale.
- **Le déficit budgétaire global de l'Union se résorberait progressivement, tout en restant au-dessus de 3% jusqu'en 2024.** La mobilisation des recettes des Etats membres s'améliorerait à des rythmes divers et les besoins pour les charges et les acquisitions nettes d'actifs non financiers, c'est-à-dire les investissements, demeureraient importants pour la mise en œuvre des projets d'infrastructures publiques et des plans nationaux de relance économique.
- **L'encours de la dette publique rapporté au PIB de l'Union se situerait en dessous de 50% mais sa forte progression enregistrée en 2020 (+6,5 points de pourcentage) exigerait d'en assurer une gestion prudente et efficace afin de garantir sa viabilité et sa soutenabilité.**
- **Les actions en vue d'assurer l'efficacité des investissements publics devraient être renforcées afin d'atteindre le taux de croissance moyen de 7,1% projeté sur la période 2022-2025 et stabiliser davantage la dette publique.**

INTRODUCTION

Dans le cadre de la réalisation, par la Commission de l'UEMOA, d'un des objectifs du Traité de l'Union qui est d'assurer la convergence des performances et des politiques économiques des Etats membres, il a été institué une procédure de surveillance multilatérale. Cette surveillance multilatérale instituée dès 1996, a été opérationnalisée par l'adoption de l'Acte additionnel n°04/99 portant Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA.

Le mécanisme de surveillance multilatérale des politiques économiques a été instauré au sein de l'UEMOA afin d'assurer la bonne coordination des politiques budgétaires nationales menées par les Etats membres de l'Union et leur cohérence avec la politique monétaire commune dont la conduite relève de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). La Commission exerce cette prérogative, notamment, à travers l'évaluation régulière des performances des Etats membres en matière de convergence macroéconomique et, ceci, sur la base des programmes pluriannuels de convergence (PPC) que les Etats membres sont tenus de transmettre à la Commission, chaque année, et qui doivent viser le respect d'un certain nombre d'indicateurs macroéconomiques dits « critères de convergence », à moyen terme.

Selon les dispositions du dernier Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité en vigueur au sein de l'UEMOA, lesdits critères sont au nombre de cinq (5), à savoir : (i) le solde budgétaire global, dons compris ; (ii) le ratio de l'encours de la dette, intérieure et extérieure, rapporté au PIB nominal ; (iii) le taux d'inflation annuel moyen ; (iv) le ratio de la masse salariale sur recettes fiscales ; et (v) le taux de pression fiscale.

Pour rappel, dans le souci de préserver un environnement favorable à une reprise de l'activité économique après la crise sanitaire liée à la survenue de la pandémie de Covid-19, la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement a décidé, dans sa Déclaration faite lors de sa session extraordinaire du 27 avril 2020, de suspendre « *temporairement l'application du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité* », tout en exhortant « *les Etats membres à poursuivre la mise en œuvre de politiques budgétaires permettant un retour à la consolidation budgétaire après la crise.* ».

La *« note de cadrage macroéconomique de l'Union »* constitue une contribution aux discussions entre la Commission et les Etats membres, dans le cadre de l'enrichissement des discussions entre la Commission et les Etats membres, dans le cadre des objectifs poursuivis par l'Union, notamment à travers la mise en place du mécanisme de la surveillance multilatérale.

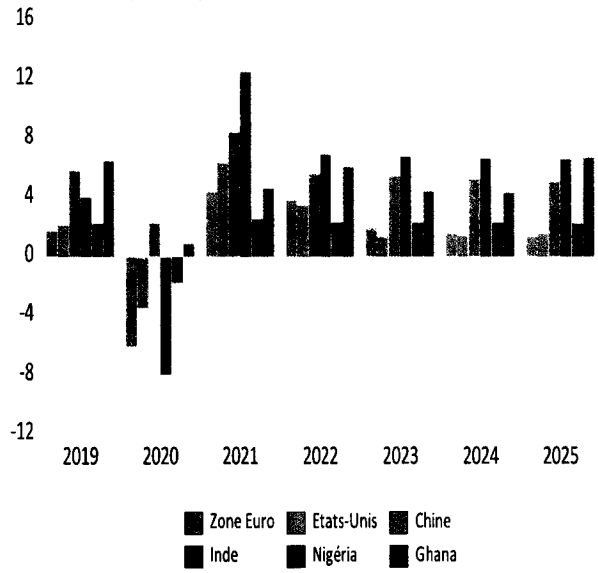
La présente note, qui constitue une première édition, décrit les perspectives macroéconomiques et financières de l'UEMOA, selon les services techniques de la Commission, sur la période 2021-2025. Elle est articulée autour des trois (03) principales sections suivantes : (i) Environnement international ; (ii) Situation économique récente et Perspectives 2021-2025 de l'Union et (iii) Evolution macroéconomique récente et Perspectives 2021-2025 des Etats membres.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Perspectives de croissance des principaux partenaires commerciaux de l'Union

Une reprise de la croissance, en 2021, sujette à des incertitudes élevées au regard de la persistance de la pandémie de Covid-19 et de la couverture vaccinale encore insuffisante dans certains pays

Figure 1: Croissance économique des partenaires (en %)



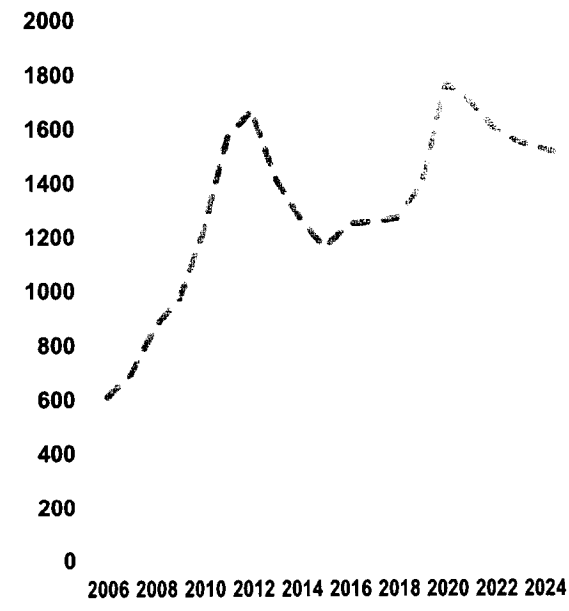
Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale (WEO), Avril 2021.

Après une année 2020 marquée par la crise économique, la croissance devrait reprendre, en 2021, et se renforcer à partir de 2022 dans la quasi-totalité des principaux pays partenaires commerciaux de l'Union, mais à des rythmes différenciés. Toutefois, avec l'apparition de nouveaux variants du virus, la pandémie continuerait à sévir jusqu'en fin d'année 2021, mais les actions publiques visant à relancer les économies et accélérer, voire étendre, la vaccination à toutes les populations devraient limiter ses conséquences sur la tenue globale de l'activité économique à partir de 2022.
La demande extérieure adressée aux Etats membres devrait ainsi s'améliorer relativement, dès 2021, comparativement à 2020.

1.2. Evolution des cours internationaux des matières premières et agricoles d'exportation de l'Union

Une hausse modérée des cours internationaux des matières premières d'exportation de l'Union attendue en 2021 et à moyen terme après l'effondrement enregistré, en 2020, pour certains produits

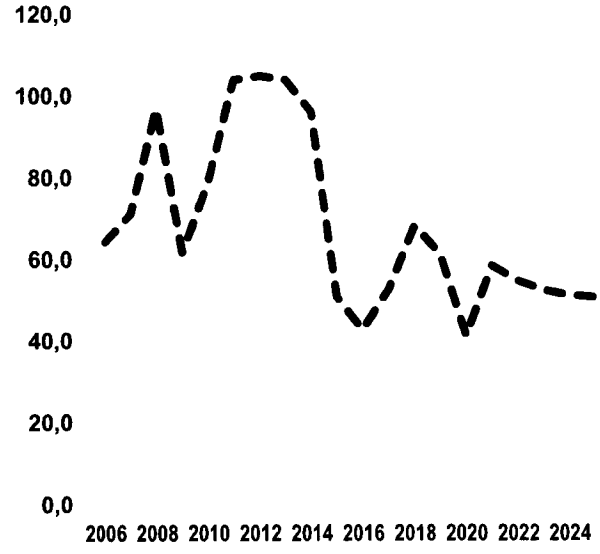
Figure 2: Evolution des cours de l'or ($/toz)



Source : FMI, WEO, avril 2021.

Extrait dans presque tous les Etats membres mais selon des quantités différentes, l'or, avec son statut de valeur refuge en période de crise économique, a vu ses cours mondiaux augmenter de 27,1% en 2020 (1770,3 $ l'once) par rapport à 2019. Sur les trois (03) premiers mois de 2021, le cours moyen de l'or est ressorti à 1 797,8 $ l'once soit 13,6% de plus que sa valeur de la même période de 2020. Cependant, sur la période 2021-2025, il est globalement attendu un repli des cours moyens annuels, comparativement à 2020, mais ces derniers devraient rester au-dessus des prix observés depuis 2013. Cette tenue satisfaisante des cours de l'or devrait contribuer à renforcer, en perspective, la valeur de sa production et de ses exportations, notamment au Mali et au Burkina Faso, les principaux producteurs de l'Union.

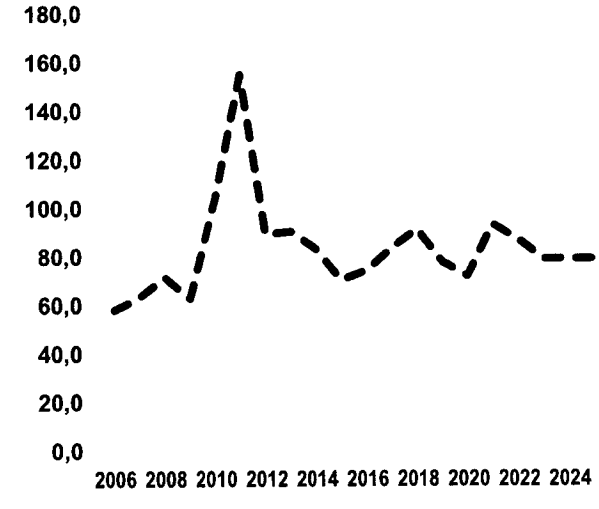
Figure 3: Evolution des cours du pétrole (Moyenne des cours Dated Brent, West Texas intermediate, et Dubai Fateh, en $ US)



Source : FMI, WEO, avril 2021.

Produit dans, au moins, deux (02) Etats membres (Côte d'Ivoire et Niger), le pétrole a été l'une des matières premières ayant subi les conséquences de la crise économique de 2020, en lien avec la baisse de sa demande mondiale. Son cours s'est, ainsi, établi, en moyenne annuelle, à 41,3 $ le baril (-32,8%) en 2020, soit son plus bas niveau depuis 2005. En glissement annuel, sur les trois (03) premiers mois de l'année 2021, les cours moyens sont ressortis à 59,30 $, soit en hausse de 20,9%. A moyen terme, avec les perspectives de reprise de la croissance mondiale, il est attendu une reprise des cours, mais ils devraient rester autour des 50 $ le baril. Le redressement relativement satisfaisant de ces cours devrait contribuer au passage à la phase de production des projets pétroliers en cours au Niger et au Sénégal.

Figure 4: Evolution des cours du coton CIF Liverpool, US cents per pound

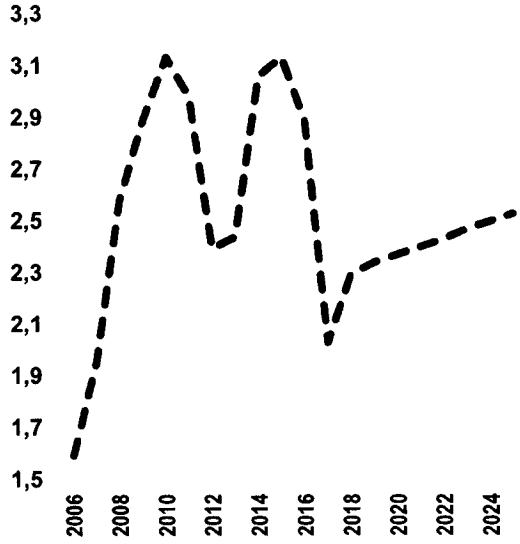


Source : FMI, WEO, avril 2021.

En ce qui concerne le coton dont les plus grands producteurs de l'Union sont le Bénin, le Burkina Faso et le Mali, la faible demande mondiale consécutive à l'atonie des industries textiles, notamment en Chine, a contribué à la baisse de ses cours (-7,7%), en 2020, impactant ainsi son exploitation dans certains pays. Toutefois, une timide reprise des cours est attendue à moyen terme.

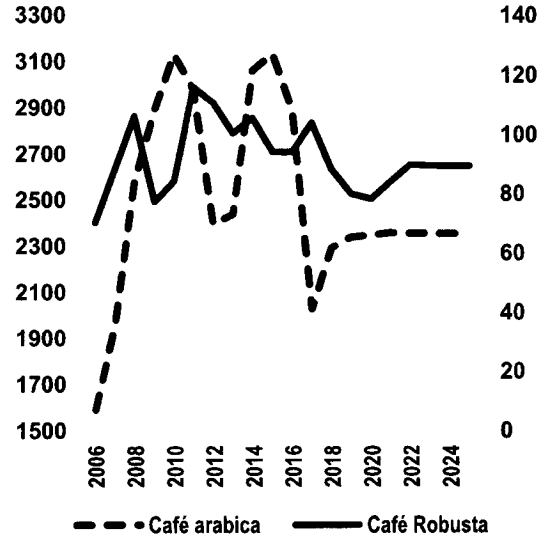
Pour ce qui est du café et du cacao dont la Côte d'Ivoire est l'un des principaux producteurs dans le monde, leurs cours se sont globalement bien tenus, en 2020, et maintiendraient une relative vigueur sur la période 2021-2025.

Figure 5: Evolution des cours de la noix de cacao ($ / tonne métrique)



Source : FMI, WEO, avril 2021.

Figure 6: Evolution des cours du café arabica et robusta



Source : FMI, WEO, avril 2021.

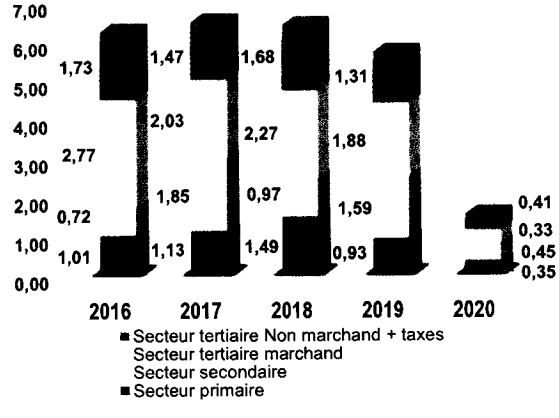
II. SITUATION ECONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES 2021-2025 DE L'UNION

2.1. Situation économique récente

Une dynamique de croissance économique freinée, en 2020, par la crise sanitaire

Avant que la crise sanitaire ne vienne ébranler, en 2020, tous les secteurs économiques et couches sociales de l'espace communautaire, l'UEMOA a fait montre d'une relative résilience au regard du contexte international, régional voir interne peu favorable à son activité économique. En effet, elle a enregistré une croissance moyenne annuelle de 6,2%, sur la période 2015-2019, en dépit de l'accentuation des menaces sécuritaires, la chute des cours de ses principaux produits d'exportation, entre autres. Tous les secteurs économiques ont contribué positivement à cette croissance avec le tertiaire marchand comme plus grand contributeur au cours de la période.

Figure 7: Contribution des secteurs à la croissance de l'Union



Source : Commission de l'UEMOA.

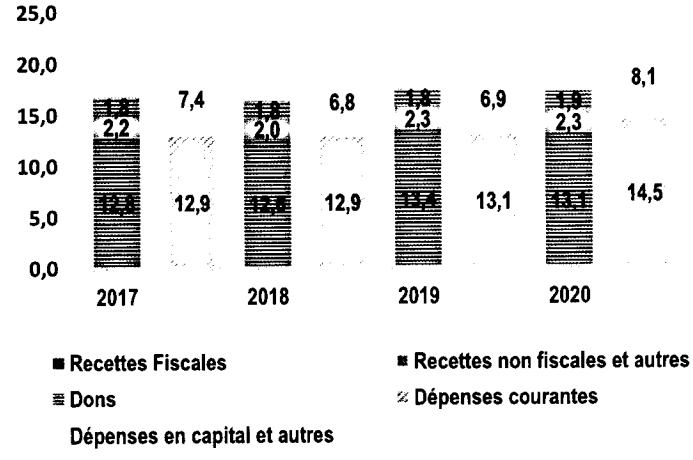
Néanmoins, la structure économique de l'Union repose sur des secteurs fragiles, particulièrement l'agriculture (17,6%, en moyenne, du PIB nominal de l'Union, sur la période 2016-2020) à dominance pluviale qui a une forte influence sur les autres branches de production et constitue la principale source de revenu des ménages. De même, le poids important du secteur tertiaire marchand dans la région, en termes de création de richesse, au détriment, notamment, du secondaire industriel hors activités extractives témoigne du besoin d'accélérer les politiques nationales de diversification économique porteuses d'emplois et de stabilité économique.

La crise économique de 2020, conséquence, de la pandémie de Covid-19 est venue affaiblir davantage quelques fondamentaux de l'économie de l'Union déjà touchés par la crise sécuritaire et la baisse de la demande, notamment les échanges extérieurs, l'investissement privé et la consommation, en lien avec les pertes d'emplois dans les secteurs des services (tourisme, commerce, hôtellerie, etc.). Les Etats membres ont procédé à la fermeture de leurs frontières (sauf le Bénin), des mises en quarantaine des principales villes, des couvre-feux contribuant à ralentir une activité économique déjà atone. Toutefois, les mesures d'accompagnement prises par les autorités publiques, à savoir la distribution de vivres aux ménages vulnérables, la prise en charge périodique par les Etats des factures d'eau et d'électricité pour certaines couches sociales ont contribué à en atténuer les conséquences. La croissance de l'Union a pu ainsi ressortir avec un taux positif estimé à 1,5%, en 2020 après 5,7% en 2019. En ce qui concerne les prix à la consommation, ils ont été globalement maîtrisés en 2020, en dépit des tensions inflationnistes engendrées par les problèmes d'approvisionnement des marchés, observés au cours des deuxième et troisième trimestres. Le taux d'inflation de l'Union annuel moyen est ressorti à 2,1%, après 0,7% en 2019.

Une faible progression des ressources face à de besoins de plus en plus importants de dépenses

Le recouvrement des ressources budgétaires de l'Union reste généralement en dessous des attentes des autorités publiques, au regard des taux de croissance économique relativement élevés et du potentiel fiscal de ses Etats membres. Cette situation qui s'est aggravée, en 2020, s'explique, entre autres, par la dominance du secteur informel dans l'économie et le besoin de renforcer les capacités des administrations fiscales et douanières. En effet, outre les contreperformances temporairement observées et le ralentissement de l'activité économique induit par la crise sanitaire, les Etats membres ont pris des mesures d'assouplissement fiscal au profit des entreprises touchées par les conséquences de la pandémie. Au cours de la période récente, les dépenses publiques totales n'ont cessé d'augmenter, essentiellement pour combler les déficits d'infrastructures (routière, énergétique, etc.), à travers la mise en œuvre des plans nationaux de développement. En 2020, les charges ont fortement augmenté dans le cadre des plans de riposte des Etats membres avec l'augmentation des subventions aux ménages et au secteur privé. La nécessité d'adopter des mesures d'urgence et de mettre en œuvre des plans de riposte pour contrer les effets de la crise sanitaire ainsi que le souci de préserver un environnement favorable à une reprise de l'activité économique ont conduit la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement à suspendre, le 27 avril 2020, le Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) entre les Etats membres.

Figure 8: Agrégats 2017-2020 des finances publiques de l'Union (en % du PIB)

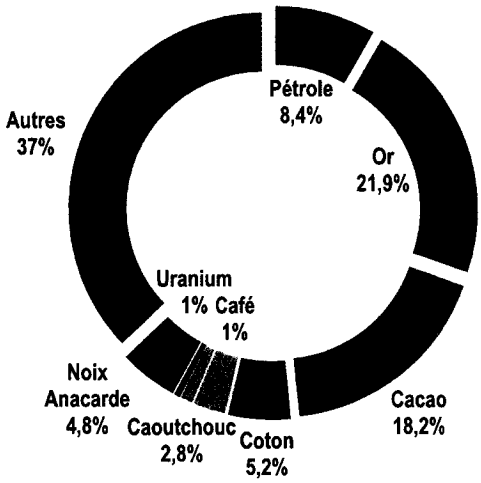


Source : Commission de l'UEMOA.

La structure des agrégats des finances publiques de l'Union révèle des recettes fiscales qui, à elles seules, couvrent à peine les charges (elles sont approximées au dépenses courantes dans le cadre de la mise en œuvre du cadre d'analyse minimum de la directive n°10/2009/CM/UEMOA). Au regard du poids important des dépenses en capital, les Etats membres ont, de plus en plus, eu recours au marché financier. Cette situation exige la mise en œuvre de mesures efficaces de recouvrement des recettes dans les Etats membres afin d'assurer la viabilité de la dette.

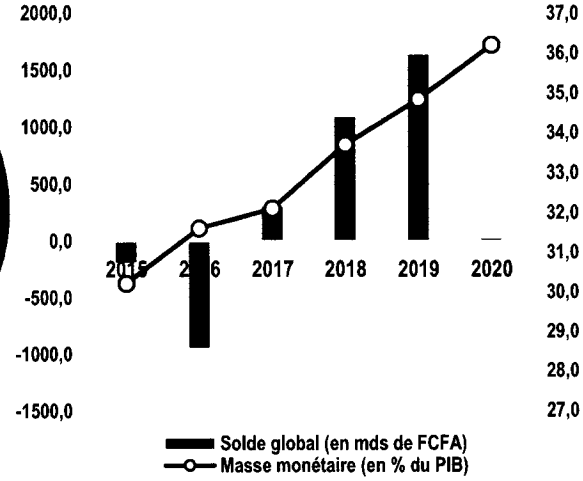
Avec une part importante des produits miniers, pétroliers et agricoles dans les exportations, la balance des paiements de l'Union a pu ressortir un solde global excédentaire en 2020 et la masse monétaire s'est renforcée grâce aux mesures de politique accommodantes de la BCEAO pour lutter contre la pandémie

Figure 9: Part moyenne des produits dans le total des exportations



Source : BCEAO.

Figure 10 : Evolution du solde global de la BDP et de la masse monétaire



Source : BCEAO.

2.2. Perspectives économiques 2021-2025 de l'Union

Des perspectives économiques de l'Union prometteuses avec une reprise dans tous les Etats membres et un renforcement de la dynamique à moyen terme

Encadré 1: Méthode de calcul des agrégats de l'Union

Les perspectives de l'Union sont dégagées à partir de celles des Etats membres. Ainsi, les agrégats de l'Union exprimés en valeur (PIB nominal, Finances publiques, Balance des paiements, Situation monétaire) sont obtenus par la simple somme des valeurs observées au niveau des Etats. La démarche présente des limites, particulièrement pour les Finances publiques dont la méthodologie de production des données n'est pas toujours harmonisée dans la pratique (différences de champs et de manuels de référence).

En revanche, pour les comptes nationaux, tous les Etats membres ont, aujourd'hui, procédé à la revalorisation de leurs PIB avec comme nouvelle base 2014 pour le Sénégal, 2016 pour le Togo et 2015 pour les autres, ainsi qu'à la migration du Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1993 vers le SCN de 2008. A cet effet, la nouvelle année de base des comptes nationaux à prix constants de l'Union est passée de 1996 à 2015 et pour déterminer ces agrégats, les comptes de tous les Etats sont ramenés à cette base à partir de leurs PIB à prix courants et déflateurs, tout en conservant le taux de croissance national.

2.2.1. Hypothèses de prévision

Les hypothèses qui sous-tendent les prévisions pour l'Union reposent sur :

- une amélioration de la demande extérieure : bonne tenue des cours des principaux produits d'exportation de l'Union (or, pétrole, café, cacao, etc.) et reprise de la croissance dans les pays partenaires ;
- la poursuite des soutiens publics et institutionnels au secteur privé et aux ménages : mise en œuvre efficace des plans nationaux de relance économique ;
- la reprise des activités de service (commerce, transport, hôtellerie, etc.): ouverture effective des frontières terrestres entre les Etats membres au cours du second

semestre 2021, début de la vaccination dans tous les Etats membres au second trimestre 2021 et bonne couverture d'ici fin 2022 ;

- un apaisement de la situation sécuritaire dans les Etats touchés, notamment au Burkina Faso, au Mali et au Niger: montée en puissance des forces de défense des pays dans le cadre des partenariats militaires (G5 Sahel, Licorne, etc.) ;
- une augmentation de la production pétrolière: démarrage au Sénégal et production du brut destiné à l'exportation au Niger, respectivement en 2022 et 2023;
- une maîtrise de l'inflation : poursuite des mesures publiques d'approvisionnement des marchés, accompagnement des couches vulnérables (distribution de vivres durant les périodes difficiles, etc.) ;
- la mise en œuvre efficace des réformes dans le domaine des finances publiques dans les Etats membres : augmentation des recettes, maîtrise des dépenses courantes, amélioration de l'efficacité des dépenses d'investissement.

2.3. Principaux résultats

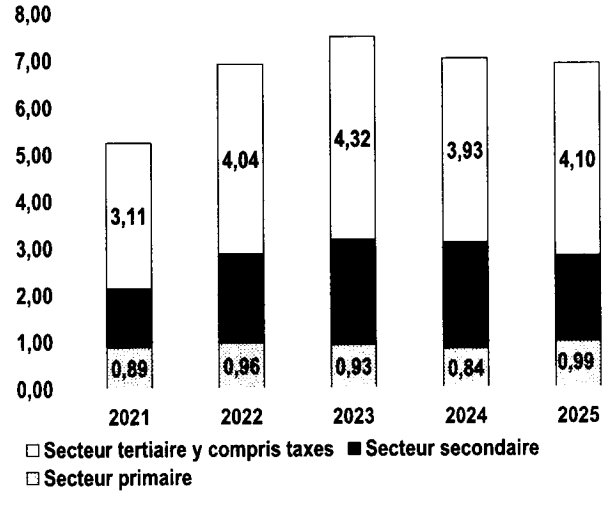
2.3.1. Secteur réel

Une reprise moins rapide de la croissance attendue en 2021, en raison des disparités de taux de croissance observées entre les Etats membres, mais l'activité économique se renforcerait globalement à moyen terme

Après le fort ralentissement enregistré en 2020, l'activité économique de l'Union devrait reprendre en 2021, mais à un rythme moindre qu'escompté. La croissance, portée par tous les secteurs, ressortirait à 5,3% en 2021 et s'accélèrerait en 2022 pour atteindre 6,9%, puis se situer à 7,5% en 2023 et, respectivement, à 7,0% et 6,9% en 2024 et 2025. Le secteur secondaire serait le plus dynamique sur la période, avec une hausse moyenne de 8,9%, en lien avec l'augmentation de la production pétrolière au Niger et au Sénégal et la production aurifère qui bénéficierait de la bonne tenue des cours internationaux, entre autres facteurs. De même, la branche construction se renforcerait dans tous les Etats membres, avec la mise en œuvre des programmes de développement des infrastructures sur la période.

Pour ce qui est du secteur primaire, il serait stimulé par les programmes nationaux de soutien aux producteurs et de développement des filières, notamment pour les cultures de rente, et une pluviométrie globalement satisfaisante pour les cultures céréalières. Il afficherait ainsi un taux de croissance moyen de 4,4%.

Figure 11 : Contribution des secteurs à la croissance 2021-2025 de l'Union



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Quant au secteur tertiaire dont les branches marchandes ont le plus subi l'impact de la crise sanitaire, il devrait effectivement retrouver son dynamisme, à partir de 2022, grâce aux plans nationaux de relance économique qui lui accordent un soutien particulier. En effet, le secteur marchand progressait, en moyenne, de 7,0% sur la période 2022-2025, après 4,5% en 2021, notamment porté par le commerce et le transport. Globalement, le secteur tertiaire enregistrerait une croissance moyenne de 6,8% de 2021 à 2025.

Les perspectives de croissance de l'Union et des Etats membres sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Tableau 1: Perspectives de croissance 2021-2025 de l'Union et des Etats membres (en %)

Etats Membres	2020	2021	2022	2023	2024	2025
BENIN	3,8	5,5	6,6	6,3	6,5	6,3
BURKINA FASO	2,5	5,4	5,8	6,5	7,2	6,3
COTE D'IVOIRE	1,8	6,0	7,3	7,5	6,6	6,7
GUINEE BISSAU	-1,4	4,0	4,8	4,7	4,8	5,4
MALI	-1,6	4,1	5,5	5,7	5,6	5,9
NIGER	1,2	5,2	10,3	9,0	5,8	6,6
SENEGAL	1,5	4,3	6,3	10,2	10,5	9,4
TOGO	1,8	4,7	5,5	5,3	5,5	5,9

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

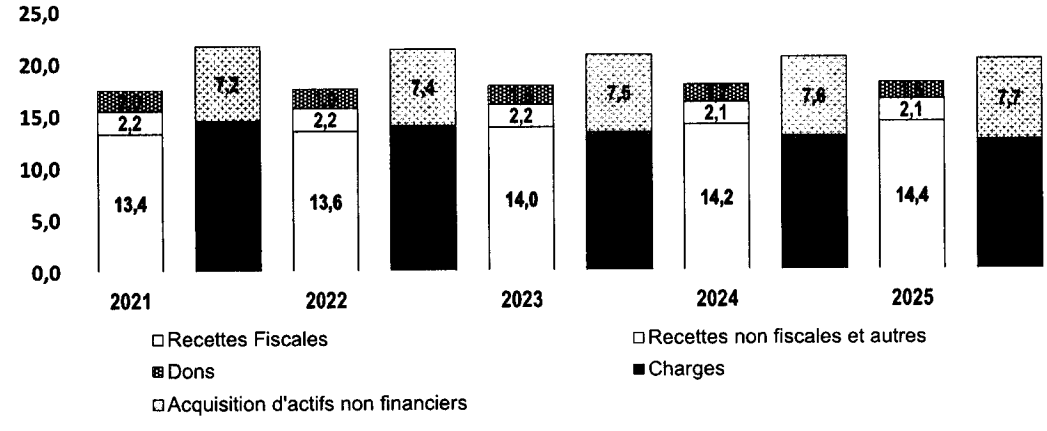
2.3.1.1. Finances publiques

Une résorption continue du déficit budgétaire global qui atteindrait 2,7% du PIB en 2024, grâce à une consolidation des recettes fiscales et une maîtrise des charges

Le recouvrement des recettes de l'Union devrait relativement s'améliorer en 2021, (+7,6%, soit 17,6% du PIB de l'Union, après 17,2% en 2020), en lien avec la reprise de l'activité économique attendue. Cette augmentation résulterait aussi bien de la progression des recettes fiscales (+8,1%) que des dons (+11,8%). Toutefois, si l'atonie de l'activité dans le secteur des services (hôtellerie, restauration, transport, tourisme, etc.) devait être observée jusqu'au second semestre de l'année, elle pèserait sur la performance globale des régies financières. Le niveau des recettes devrait néanmoins demeurer en dessous des montants de dépenses publiques nécessaires pour financer les plans de relance économiques et les charges courantes incompressibles (salaires et intérêts de la dette). Il est, en effet, projeté une augmentation de 2,2% des dépenses totales, soit 22,0% du PIB de l'Union, tirée par les charges (+5,9%, soit 14,6% du PIB contre 14,5% en 2020) et les acquisitions nettes d'actifs non financiers (+5,6% soit 7,2% du PIB comme en 2020). Le déficit global ressortirait ainsi à 4,4% du PIB après 5,4% en 2020.

Sur la période 2022-2025, les recettes totales ressortiraient, en moyenne, à 18,0% du PIB et les dépenses totales à 21,0%. Le déficit budgétaire global se situerait à 3,8% du PIB en 2022, puis à 3,1% en 2023 et, respectivement, à 2,7% et 2,4% en 2024 et 2025.

Figure 12 : Evolutions des agrégats des finances publiques (en % du PIB) de 2021-2025



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

2.3.2. Risques et recommandations de politiques économiques

La reprise de la croissance de l'Union projetée en 2021 (+5,3% après +1,5% en 2020) et sur la période 2022-2025 (+7,1% en moyenne) reste fragile, au regard de l'incertitude persistante quant à la durée de la pandémie et de la lenteur dans la vaccination des populations. Par ailleurs, elle reste subordonnée à la poursuite des projets d'investissement public, dans un contexte de contreperformance dans la mobilisation des recettes, et à la mise en œuvre efficace des plans nationaux de relance économique dont les financements ne sont pas totalement acquis.

Dès lors, les recommandations suivantes peuvent être formulées à l'endroit des Etats membres :

- poursuivre les efforts de création d'espaces budgétaires, à travers le renforcement de la mobilisation de recettes fiscales, notamment par l'élargissement de l'assiette fiscale et l'extension des initiatives en matière de télé-procédure, la maîtrise des dépenses courantes et une meilleure efficacité des dépenses d'investissement public ;
- poursuivre la mobilisation des ressources extérieures pour la réalisation des infrastructures, tout en privilégiant la recherche de financements concessionnels et innovants en vue de maintenir la soutenabilité de la dette publique.

Tableau 2: Perspectives de croissance 2021-2025 des Etats vues par la Commission(*), les Services Nationaux(**) et le FMI(***) (en %)

ETATS MEMBRES	ANNEES																	
	2020			2021			2022			2023			2024			2025		
	Com.	*S. N.*	*FMI*	*Com.*	*S. N.*	*FMI*	*Com.*	*S. N.*	*FMI*	*Com.*	*S. N.*	*FMI*	*Com.*	*S. N.*	*FMI*	*Com.*	*S.N.*	*FMI*
BENIN	3,8	3,8	2,0	5,5	6,0	5,0	6,6	6,8	6,0	6,3	7,0	6,5	6,5	*nd.*	6,5	6,3	*nd.*	6,5
BURKINA FASO	2,5	2,5	0,8	5,4	7,1	4,3	5,8	7,4	5,2	6,5	6,7	5,6	7,2	6,3	5,6	6,3	7,8	5,6
COTE D'IVOIRE	1,8	1,8	2,3	6,0	6,5	6,0	7,3	6,8	6,5	7,5	6,7	6,4	6,6	7,0	6,3	6,7	6,9	6,1
GUINEE BISSAU	- 1,4	- 1,4	- 2,4	4,0	3,3	3,0	4,8	5,2	4,0	4,7	5,5	5,0	4,8	5,7	5,0	5,4	3,4	5,0
MALI	- 1,6	- 1,6	- 2,0	4,1	4,3	4,0	5,5	5,8	6,0	5,7	5,2	5,0	5,6	5,0	5,0	5,9	5,0	5,0
NIGER	1,2	1,2	1,2	5,2	5,4	6,9	10,3	12,8	12,8	9,0	11,1	11,1	5,8	6,7	6,6	6,6	6,3	6,3
SENEGAL	1,5	1,5	0,8	4,3	3,7	5,2	6,3	5,8	6,0	10,2	11,3	11,5	10,5	8,7	8,6	9,4	*nd.*	6,0
TOGO	1,8	1,8	0,7	4,7	4,8	3,5	5,5	6,0	4,5	5,3	7,1	5,0	5,5	7,3	5,5	5,9	7,5	5,5

NB : (*) : Commission de l'UEMOA, cadrage d'avril 2021 ; (**) : Services Nationaux, perspectives à date des Etats membres reçues par la Commission) ; (***) : FMI (Fonds Monétaire International), perspectives d'avril 2021 ; (nd.) : non disponible.

III. EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES MACROECONOMIQUES 2021-2025 DES ETATS MEMBRES

3.1. Bénin

3.1.1. Evolution macroéconomique récente

Une croissance de 3,8% en 2020, portée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire et, dans une moindre mesure, par le primaire accompagnée d'une aggravation du déficit (+4,7 points de % du PIB)

En dépit de la crise économique et sanitaire, la croissance économique du Bénin est restée relativement vigoureuse en 2020 (+3,8%, après 6,9% en 2019), grâce à la bonne tenue des secteurs secondaire et tertiaire qui ont respectivement bénéficié de la poursuite des projets d'infrastructures publiques et du dynamisme des services non marchands. Du côté de la demande, l'activité a été soutenue par la consommation finale et les investissements. L'inflation est ressortie à 3,0%, contre -0,9% en 2019, en lien principalement avec le renchérissement des denrées alimentaires sur les marchés intérieurs, créé par les mesures prises au niveau international et régional pour contenir la pandémie (fermeture des frontières, mise en quarantaine de villes, etc.).

Au niveau des finances publiques, les recettes totales ont largement moins progressé que les dépenses totales (+9,2%, contre +39,5%, soit respectivement 14,3% et 19,1% du PIB) faisant ainsi ressortir le déficit à 4,7% du PIB, contre 0,5%, un an plus tôt. Quant à l'encours de la dette, il est ressorti à 47,3% du PIB en 2020, soit une augmentation de 5,7 points de pourcentage du PIB.

Pour ce qui est du solde global de la balance des paiements, il est ressorti excédentaire de 307,0 mds et la masse monétaire s'est consolidée.

Tableau 3: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 du Bénin

	2018	2019	2020
PIB nominal (en mds)	*7 922,0*	*8 432,2*	*9 008,8*
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	*7,3*	*5,2*	*1,8*
Secteur secondaire	*4,8*	*13,6*	*5,2*
Secteur tertiaire	*5,7*	*5,2*	*4,9*
PIB	*6,7*	*6,9*	*3,8*
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
Recettes Fiscales	*10,2*	*10,6*	*10,5*
Solde budgétaire global	*-26*	*-0,6*	*-4,7*
Encours de la dette	*34,6*	*41,6*	*47,3*
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	*196,9*	*45,5*	*307,0*
Situation monétaire (en Mds)			
Masse monétaire	*2 111,6*	*2 346,0*	*2 751,9*

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.1.2. Perspectives 2021-2025

3.1.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions macroéconomiques 2021-2025 reposent sur les hypothèses suivantes :

- tenue satisfaisante de la production agricole : hausse de la production du coton soutenue par le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG, 2016-2021) ;
- poursuite des projets d'investissements publics : projets d'asphaltage, construction des 22 stades communaux, construction des marchés urbains, etc. ;

- mise en œuvre efficace et effective des réformes financières : (i) simplification et automatisation des procédures et renforcement des capacités en ressources humaines ; (ii) poursuite de la migration vers SYDONIA World au niveau de l'Administration Douanière ; (iii) dématérialisation des procédures de dédouanement et unification des différents systèmes d'information ; (iv) renforcement des dispositifs d'enregistrement et de suivi des exonérations et dérogations fiscales ; (v) application de la Taxe sur les Véhicules à Moteurs (TVM) ; et (vi) renforcement de la collaboration Douane-Impôt.

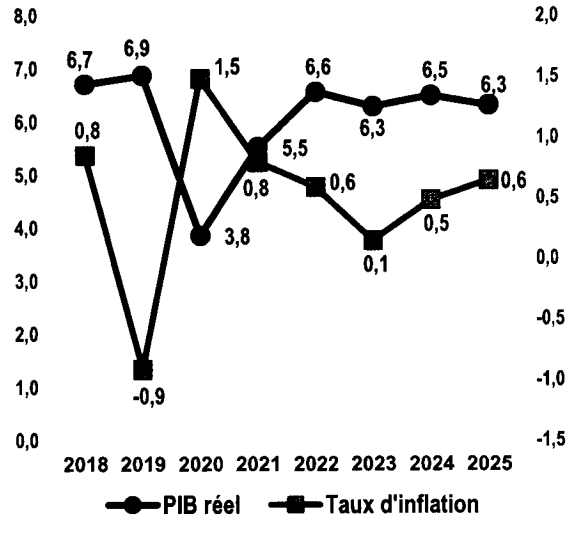
3.1.2.2. Principaux résultats

3.1.2.2.1. Secteur réel et prix

Une croissance qui se renforcerait progressivement sous l'impulsion de la poursuite des grands travaux publics et un secteur agricole dynamique

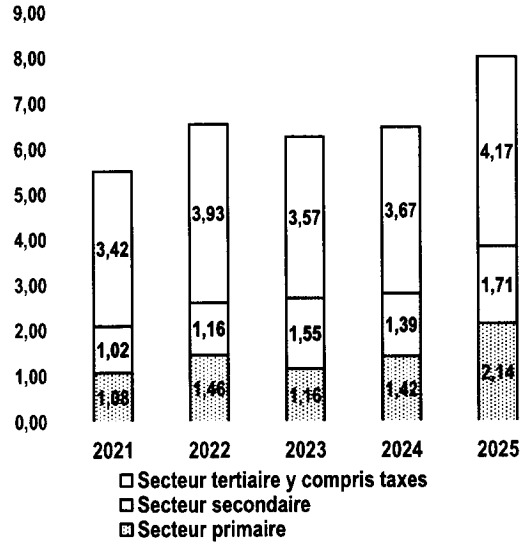
Le Bénin ne devrait renouer avec le niveau de croissance tendancielle de 6% d'avant crise qu'à partir de 2022. En effet, la persistance de la pandémie dans le monde continuerait de peser sur l'activité économique qui, toutefois, en 2021, continuerait de bénéficier des grands travaux d'investissement public et d'une tenue satisfaisante de la campagne agricole. Ainsi, le rattrapage réel des pertes de croissance du secteur des services ne pourrait être effectif qu'en 2022 et l'atteinte de leur niveau d'avant crise qu'à partir de 2023. La croissance ressortirait à 5,5% en 2021, pour atteindre 6,6% en 2022, puis 6,3% en 2023 et respectivement 6,5% et 6,3% en 2024 et 2025. L'inflation continuerait à être maîtrisée, avec un taux moyen de 0,5% projeté sur la période.

Figure 13 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Bénin



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 14 : Contribution des secteurs à la croissance du Bénin



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

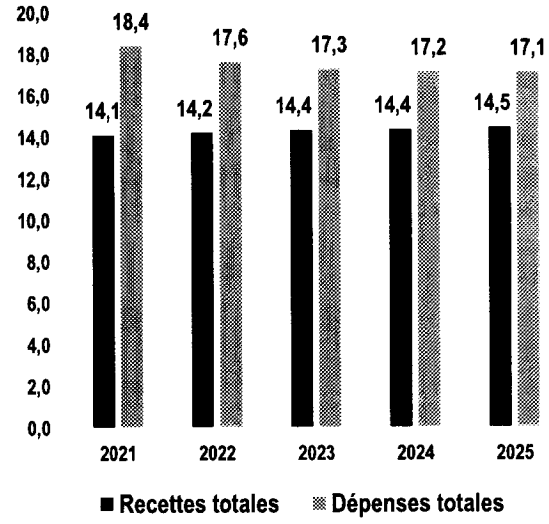
Du côté de la demande, la consommation finale (+6,1% en moyenne), particulièrement tirée par celles des ménages (+6,2%), grâce à une amélioration continue de leurs revenus, et l'investissement (+8,4% en moyenne), porté par ses composantes aussi bien privée (+8,8%) que publique (+6,1%), porteraient principalement la croissance.

3.1.2.2.2. Finances publiques et dette

Un déficit public rapporté au PIB de 2,9% en 2023, impulsé par un recouvrement appréciable des recettes fiscales et une maîtrise des charges sur la période, assorti d'un taux d'endettement moyen de 44,2%

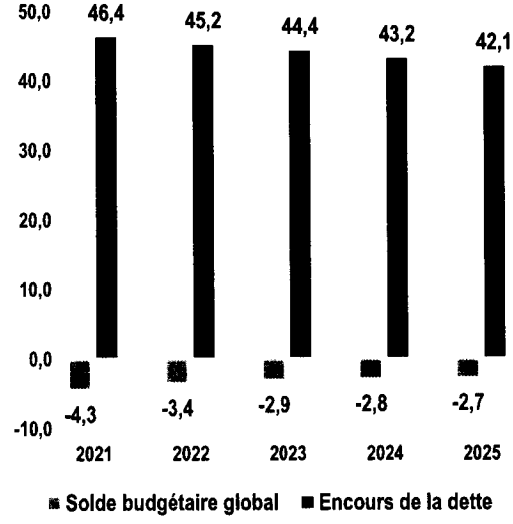
A la suite de la hausse de 9,2% enregistrée en 2020, les recettes totales du Bénin devraient progresser de 4,8% en 2021, pour atteindre 14,1% du PIB, contre 14,4% un an auparavant. Cette situation s'expliquerait par le niveau projeté des dons qui n'atteindrait pas celui de 2020, alors qu'un recouvrement plus important des recettes fiscales devrait être réalisé. La mobilisation des recettes publiques se consoliderait sur la période 2022-2025, permettant ainsi aux recettes fiscales de passer de 10,8% du PIB en 2020 à 11,4% en 2025. Pour ce qui est des dépenses, elles progresseraient, en 2021, pour répondre aux besoins de la relance économique et de l'investissement. Sur la période 2022-2025, une maîtrise des charges devrait être observée. Ainsi, les dépenses augmenteraient de 3,1% en 2021 et, en moyenne, de 4,9% sur la période 2022-2025. En conséquence, le déficit budgétaire serait de 4,3% du PIB en 2021, puis 3,4% en 2022 et respectivement 2,9%, 2,8% et 2,7% en 2023, 2024 et 2025. La dette, quant à elle, ressortirait à 46,4% du PIB en 2021, 45,2% en 2022, 44,4% en 2023 et 43,2% et 42,1%, respectivement en 2024 et 2025.

Figure 15 : Agrégats des finances publiques encours (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 16 : Solde budgétaire global et de la dette (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.1.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire durant toute la période et la masse monétaire se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs

Après l'excédent de 307 milliards enregistré en 2020, le solde global de la balance des paiements continuerait à s'améliorer sur la période 2021-2025, se situant, en moyenne, à 157,8 milliards (+1,7% du PIB) et le solde des transactions courantes se résorberait, ressortant, en moyenne, à -2,8% du PIB.

En ce qui concerne le secteur monétaire, la masse monétaire se consoliderait (+6,7% en moyenne soit 29,6% du PIB) et les créances sur les autres secteurs seraient en augmentation (+18,4% du PIB en moyenne) pour soutenir l'activité économique.

Tableau 4: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Bénin (en mds FCFA)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Balance des paiements						
Solde des transactions courantes (en mds)	-353,5	-314,9	-295,7	-247,2	-275,4	-235,5
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-3,9	-3,3	-2,9	-2,3	-2,3	-1,9
Solde global (en mds)	307,0	118,9	117,8	183,8	151,9	216,6
Situation monétaire						
Créance sur les autres secteurs (en mds)	1662,1	1768,0	1900,2	2041,7	2154,0	2298,3
Masse monétaire M2 (en mds)	2 751,9	2 937,4	3 002,7	3 205,8	3 456,2	3 729,3
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	30,5	30,5	29,1	29,2	29,4	29,8

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.1.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- l'incertitude sur la durée de la pandémie et la capacité de reprise des secteurs d'activité notamment de services (tourisme et hôtellerie entre autres) touchés par les crises ;
- des conditions climatiques défavorables et une faiblesse de la demande mondiale de coton compromettant les projections de la branche agriculture;
- la non maîtrise des charges notamment les salaires et intérêts de la dette publique au regard de leur progression observée en 2020, à savoir, respectivement, 6,9% (+41,7% des recettes fiscales) et 30,9% (+18,6% des recettes fiscales).

Ainsi, au Bénin, des dispositions devraient être prises en vue de poursuivre :

- la mise en œuvre des plans de riposte sanitaire et socioéconomique à la crise sanitaire de la COVID-19 ;
- la poursuite des programmes de soutien à la production agricole ;
- la maîtrise des charges et une amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption.

3.2. Burkina Faso

3.2.1. Evolution macroéconomique récente

Une croissance de +2,5% en 2020, portée principalement par les secteurs secondaire et primaire et accompagnée d'une aggravation du déficit public (+2,0 points de % du PIB)

L'activité économique au Burkina Faso a évolué, en 2020, dans un contexte économique défavorable marqué par les effets de la crise la crise sanitaire et économique qui se sont ajoutés à ceux de la crise sécuritaire. Cependant, la croissance s'est révélée positive avec un taux de 2,5%, soutenue par une bonne production agricole (+14,2% pour les rentes et +4,6% pour les vivrières) et un renforcement des activités extractives (+16,7%). Du côté de la demande, les investissements et la consommation finale, dans une moindre mesure, ont porté cette croissance. L'inflation est, quant à elle, ressortie à 1,9%, contre -3,2% en 2019, en lien principalement avec les impacts des mesures sanitaires sur l'approvisionnement des marchés.

Au niveau des finances publiques, les recettes totales ont progressé de 5% (+19,7% du PIB), grâce exclusivement aux dons qui ont plus que doublé, alors que les recettes ont baissé de 5,1%. Les dépenses totales ont, quant à elles, augmenté de 14,8% (+24,7% du PIB), en lien

avec la forte progression des dépenses en capital mobilisées dans le cadre des projets d'infrastructures et d'acquisition de matériels (dont du matériel sanitaire) pour lutter contre la pandémie. Le déficit budgétaire est ressorti à 5,2% du PIB contre 3,2% en 2019. Quant à l'encours de la dette, il correspond à 44,9% du PIB en 2020, soit une augmentation de 2,7 points de pourcentage du PIB.

Pour ce qui est du solde global de la balance des paiements, il s'est amélioré en ressortant excédentaire de 475,1 mds et la masse monétaire s'est consolidée.

Tableau 5: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 du Burkina Faso

	2018	**2019**	**2020**
PIB nominal (en mds)	*8920,4*	*9369,2*	*10121,9*
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	13,3	1,7	5,9
Secteur secondaire	2,8	2,3	7,6
Secteur tertiaire	*3,5*	*7,9*	*--0,7*
PIB	***6,7***	***5,7***	***2,5***
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
Recettes Fiscales	*15,2*	*15,2*	*13,6*
Solde global (en % du PIB)	*-4,3*	*-3,2*	*-5,2*
Encours de la dette	*37,3*	*42,2*	*46,8*
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	*121,0*	*67,7*	*475,1*
Situation monétaire (en Mds)			
Masse monétaire	*3 718,3*	*4 056,4*	*4 779,2*

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.2.2. Perspectives 2021-2025

3.2.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent, entre autres, sur les hypothèses suivantes :

- poursuite et accélération des grands projets d'investissement public : travaux de construction du pont Nazinon et de l'aéroport international de Donsin ;
- renforcement de la production minière : mise en exploitation des mines de Wahgnion Gold Operations SA et de SOMISA SA ainsi que l'extraction de nouveaux minerais tels le zinc et le manganèse ;
- augmentation de la production d'électricité : construction de cinq (5) nouvelles centrales solaires photovoltaïques d'une puissance cumulée de 155 MW et de centrales thermiques d'une puissance totale de 265 MW.

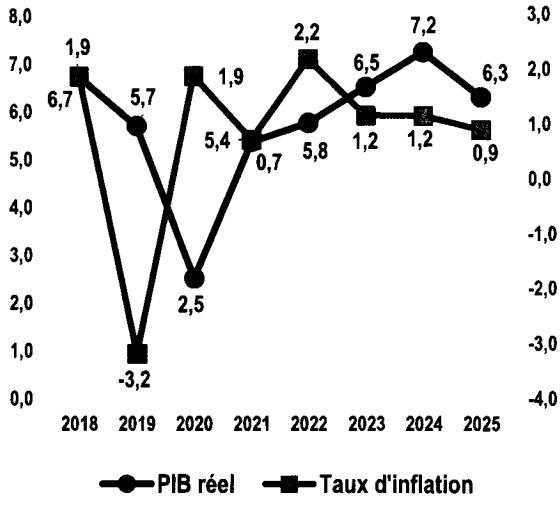
3.2.2.2. Principaux résultats

3.2.2.2.1. Secteur réel et prix

Une croissance qui se consoliderait davantage, revigorée par la production agricole et l'intensification des grands travaux publics

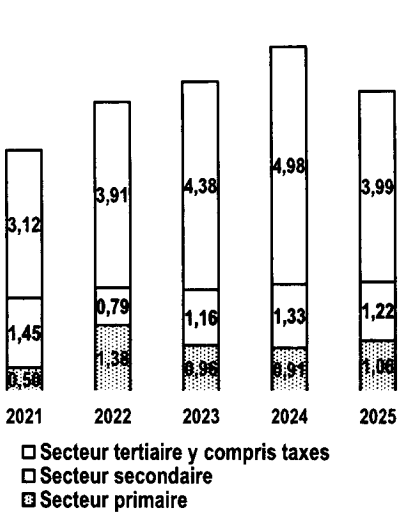
L'environnement économique continuerait, en 2021, d'être peu favorable à l'activité économique au Burkina Faso, en raison de la crise sanitaire qui dure et des menaces sécuritaires persistantes. Néanmoins, grâce au dynamisme de la production agricole et minière et à la poursuite des investissements publics, la croissance serait portée à 5,4%. Une accélération progressive est projetée jusqu'en 2024, grâce à la dynamique de tous les secteurs, avec une croissance qui se situerait à 5,8% en 2022, puis 6,5% en 2023 et 7,2% en 2024, et enfin à 6,3% en 2025. L'inflation serait contenue, en moyenne annuelle, à 1,2%.

Figure 17 : Evolution de la croissance et du taux d'inflation au Burkina Faso



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 18 : Contribution des secteurs à la croissance du Burkina Faso



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

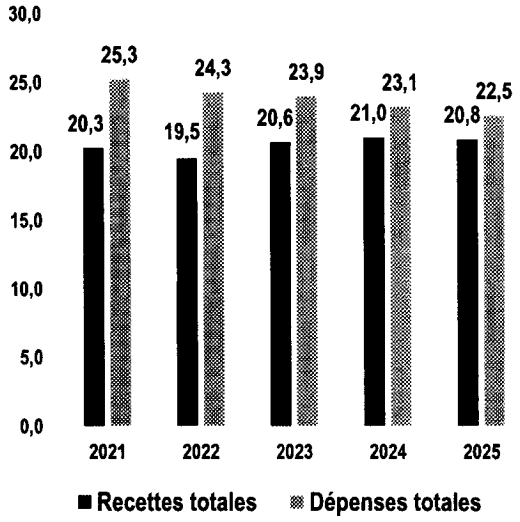
Du côté de la demande, l'amélioration du revenu des ménages, renforcé par la consommation finale (+4,0% en moyenne), et l'investissement (+8,0% en moyenne), porté par ses composantes aussi bien privée (+9,1%) que publique (+7,1%), porteraient principalement la croissance.

3.2.2.2.2. Finances publiques et dette

Un déficit budgétaire rapporté au PIB de 2,2% en 2024, grâce à une amélioration continue de la performance des régies financières et des charges de mieux en mieux maîtrisées sur la période, contribuant à porter le taux d'endettement moyen à 46,8%

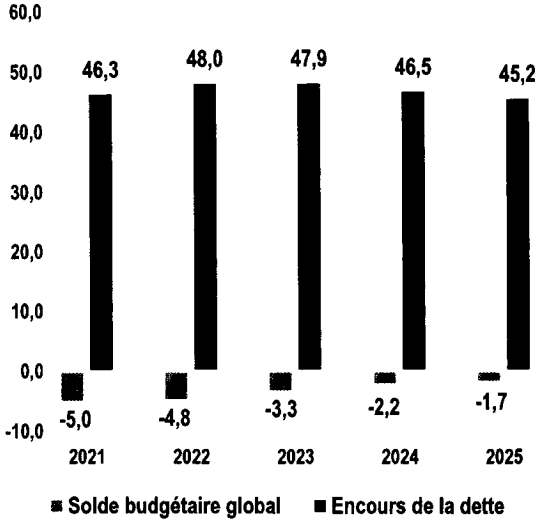
Après la chute des recettes fiscales (-3,3%) enregistrée, en 2020, il est attendu une amélioration du recouvrement des ressources intérieures par les régies financières à partir de 2021, en lien avec le renouement avec une croissance économique plus dynamique et la poursuite de la mise en œuvre des réformes dans le domaine. Ainsi, les recettes fiscales devraient passer de 13,7% du PIB en 2020 à 15,6% en 2021, avant d'atteindre 17,0% en 2025. Par ailleurs, une mobilisation appréciable des dons serait attendue sur la période (+2,1% du PIB, en moyenne), permettant ainsi aux recettes totales de ressortir à 20,3% du PIB en 2021 et à 20,5%, en moyenne, sur la période 2022-2025. Quant aux dépenses, leur composante relative aux dépenses en capital devrait se consolider davantage que celle associée aux charges courantes que les réformes permettraient de maîtriser. Ainsi, les dépenses totales devraient représenter 25,3% du PIB en 2021 et 23,5%, en moyenne, sur la période 2022-2025. Le déficit budgétaire qui en résulterait serait de 5,0% du PIB en 2021, puis de 4,8% en 2022 et, respectivement, de 3,3%, 2,2% et 1,7% en 2023, 2024 et 2025. La dette publique, quant à elle, ressortirait à 46,3% du PIB en 2021, 48,0% en 2022, 47,9% en 2023, puis à 46,5% et 45,2%, respectivement en 2024 et 2025.

Figure 19 : Agrégats des finances publiques et Encours (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 20 : Evolution du Solde budgétaire de la dette (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.2.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire durant toute la période et la masse monétaire se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs

Le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 475,1 milliards en 2020. Sur la période 2021-2025, un excédent moyen de 279,5 milliards (+2,3% du PIB) de ce solde devrait être enregistré et le solde des transactions courantes représenterait -3,4% du PIB.

En ce qui concerne le secteur monétaire, une consolidation de la masse monétaire (+6,8%, en moyenne, soit 47,8% du PIB) est attendue, avec, entre autres, une augmentation des créances sur les autres secteurs (+35,1% du PIB).

Tableau 6: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Burkina Faso (en mds FCFA)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Balance des paiements						
Solde des transactions courantes (en mds)	-101,1	-544,6	-323,0	-439,7	-363,7	-394,1
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-1,0	-5,1	-2,8	-3,6	-2,8	-2,8
Solde global (en mds)	475,1	213,7	302,2	258,4	342,1	281,3
Situation monétaire						
Créance sur les autres secteurs (en mds)	3 188,5	3523,7	3894,0	4284,6	4720,7	5207,4
Masse monétaire M2 (en mds)	4 779,2	5 260,4	5 487,8	5 731,9	6 205,1	6 630,1
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	47,6	49,7	48,4	47,0	47,0	47,0

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.2.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- l'intensification des menaces sécuritaires pesant, de plus en plus, sur les ressources publiques et les activités économiques ;
- des difficultés (financières et institutionnelles) dans la mise en œuvre du plan de relance économique ;
- le rythme de progression de la masse salariale qui ne serait ralenti (+12,8% sur la période 2015-2020, soit 54,7% des recettes fiscales).

Dès lors, au Burkina Faso, des dispositions devraient être prises en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire propice au développement des activités ;
- la mise en œuvre des plans de riposte sanitaire et socioéconomique à la crise sanitaire de la COVID-19 ;
- les réformes en vue d'assurer la maitrise de la masse salariale.

3.3. Côte d'Ivoire

3.3.1. Aperçu de l'évolution macroéconomique récente

Une croissance de +1,8% en 2020, portée par les secteurs secondaire et tertiaire et accompagnée d'une aggravation du déficit public (+3,3 points de % du PIB)

Les crises sanitaire et économique déclenchées, en 2020, par la pandémie de la Covid-19 ont contribué à freiner la forte dynamique de croissance observée au cours des années récentes, en Côte d'Ivoire. En plus des activités de services qui ont été les plus touchées par ces crises, la production de l'agriculture d'exportation s'est repliée, contractant ainsi le secteur primaire de 1,3%. Toutefois, la poursuite de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020, à travers la réalisation des grands projets d'infrastructures publiques et le soutien du Gouvernement aux entreprises et aux populations fragilisées par les crises, ont permis aux secteurs secondaire et tertiaire de progresser, respectivement, de 1,6% et 2,7%. Du côté de la demande, les investissements (+9,3%) ont principalement porté cette croissance. L'inflation est, quant à elle, ressortie à 2,4%, contre 0,8% en 2019, résultant essentiellement du renchérissement des produits alimentaires, suite à la mesure d'isolement d'Abidjan pour freiner la propagation de la pandémie.

Au niveau des finances publiques, les recettes totales (+15,1% du PIB) ont progressé de 2,5%, principalement grâce aux recettes intérieures (fiscales et non fiscales) qui ont augmenté de 4,4%, alors que les dons se sont repliés de 29,7%. Les dépenses totales (+19,8% du PIB) ont, quant à elles, augmenté de 21,3%, en lien avec la forte progression constatée, aussi bien au niveau des charges (+9,1%) que des dépenses en capital (+27,8%). Le déficit budgétaire est ressorti à 5,6% du PIB, contre 2,3% en 2019. Quant à l'encours de la dette, il s'est situé à 47,8% du PIB en 2020, soit une augmentation de 9,0 points de pourcentage.

Pour ce qui est du solde global de la balance des paiements, il s'est amélioré en ressortant excédentaire de 642,3 mds (+146,6 mds). S'agissant de la masse monétaire, elle s'est consolidée de 2272,5 mds.

Tableau 7: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 de la Côte d'Ivoire

	2018	2019	2020
PIB nominal (en mds)	*32 222,3*	*34 298,9*	*35 124,6*
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	*5,2*	*5,3*	*-1,3*
Secteur secondaire	*4,3*	*11,5*	*1,6*
Secteur tertiaire	**9,2**	**4,8**	**2,7**
PIB	***6,9***	***6,2***	***1,8***
Finances publiques et Dette (en % du PIB)			
Recettes Fiscales	*12,0*	*12,3*	*12,4*
Solde global (en % du PIB)	*-2,9*	*-2,3*	*-5,6*
Encours de la dette	*36,0*	*38,8*	*47,8*
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	*284,5*	*477,7*	*642,3*
Situation monétaire (en Mds)			
Masse monétaire	*9 723,7*	*10 770,1*	*13 042,6*

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.3.2. Perspectives 2021-2025

3.3.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent sur les hypothèses suivantes :

- une bonne dynamique de la production agricole, soutenue par le Programme National d'Investissement Agricole (PNIA 2018-2025) et le Programme d'Urgence Agricole (PURGA) ;
- la poursuite de la mise en œuvre de l'agenda de réformes administratives et financières « 2020-2022 » : dématérialisation des services administratifs, agenda des réformes « Doing Business » 2020-2022 ;
- la poursuite de la mise en œuvre des projets structurants : Train Urbain d'Abidjan ; construction et extension des aéroports de Korhogo, Kong, Séguela et Daoukro ; aménagement d'autoroutes et travaux de bitumage, etc. ;
- la création d'infrastructures sportives et l'organisation de la CAN 2023.

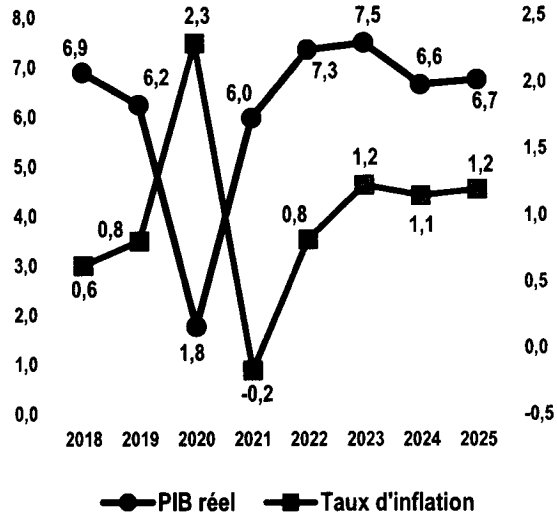
3.3.2.2. Principaux résultats

3.3.2.2.1. Secteur réel et inflation

Une croissance qui renouerait avec sa vigueur, grâce aux grands travaux d'infrastructures publiques, et une reprise des activités de services à partir de 2022

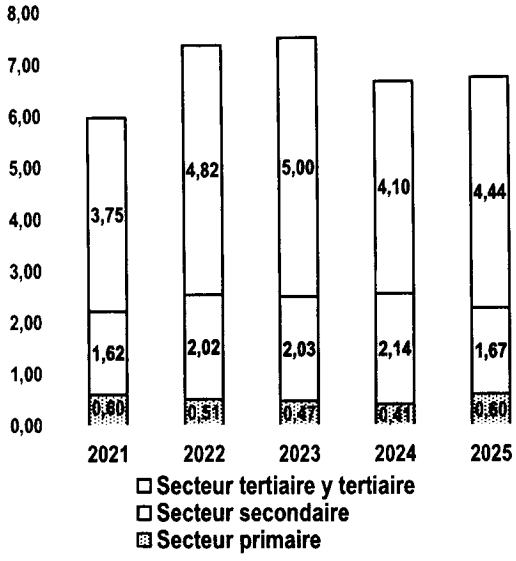
La reprise de l'activité économique en Côte d'Ivoire devrait être moindre qu'attendu, en 2021, en raison de la persistance de la pandémie, particulièrement dans les pays partenaires qui procèdent encore à l'adoption de mesures de confinement et à certaines restrictions concernant les déplacements. Toutefois, la poursuite des grands travaux d'infrastructures contribuerait à affermir la dynamique du secteur secondaire, atténuant les difficultés qui continueraient au niveau des activités touristiques et de services, notamment celles de transport et d'hôtellerie. Le secteur primaire bénéficierait du soutien des programmes nationaux dans le domaine de l'agriculture. La croissance ressortirait ainsi à 6,0% en 2021 pour se situer ensuite, respectivement, à 7,3% en 2022, à 7,5% en 2023, puis à 6,6% et 6,7%, respectivement, en 2024 et 2025. L'inflation continuerait d'être maîtrisée, avec un taux moyen de 0,8% sur la période.

Figure 21 : Evolution de la croissance et de l'inflation en Côte d'Ivoire



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 22 : Contribution des secteurs à la croissance de la Côte d'Ivoire



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

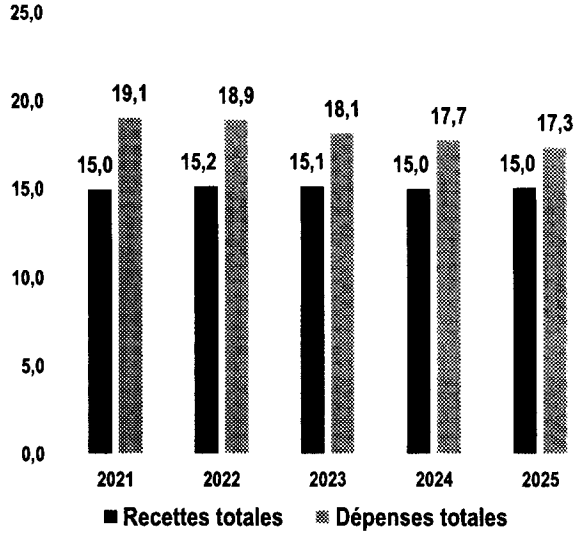
Du côté de la demande, l'amélioration du revenu des ménages, renforcé par la consommation finale (+6,2% en moyenne) et l'investissement (+13,4% en moyenne), porté par ses composantes aussi bien privée (+13,4%) que publique (+13,6%), porteraient principalement la croissance.

3.3.2.2.2. Finances publiques et dette

Un déficit public rapporté au PIB de 3,0 % en 2023, grâce à une amélioration dans la mobilisation des recettes, et une maîtrise des charges sur la période avec un taux d'endettement moyen de 38,6%

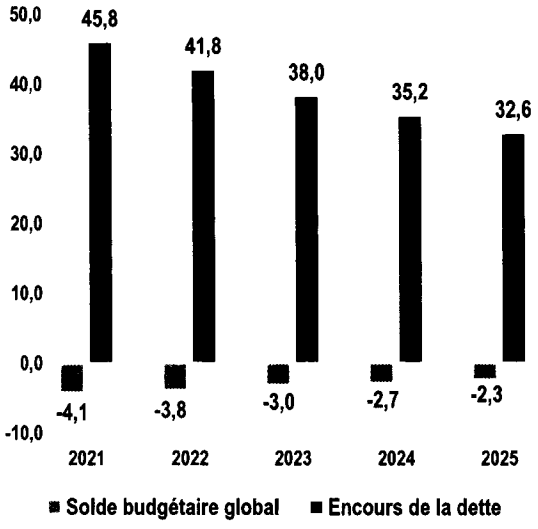
Après la timide hausse de 2,5% enregistrée en 2020, les recettes totales de la Côte d'Ivoire devraient augmenter de 5,1% en 2021 pour représenter 15,0% du PIB, contre 15,1% en 2020. Une amélioration serait aussi bien attendue dans la mobilisation des recettes fiscales que des dons. Le recouvrement des recettes publiques se renforcerait sur la période 2022-2025, permettant ainsi aux recettes fiscales de ressortir, en moyenne, à 12,2% du PIB. Quant aux dépenses, elles continueraient d'être exécutées, en 2021, conformément au plan de relance économique du pays. Sur la période 2022-2025, les charges devraient être contenues. Ainsi, les dépenses augmenteraient, en moyenne, de 4,1% sur la période 2021-2025. Le déficit budgétaire serait de 4,1% du PIB en 2021, puis de 3,8% en 2022 et, respectivement, de 3,0%, 2,7% et 2,3% en 2023, 2024 et 2025. La dette publique, quant à elle, ressortirait à 45,8% du PIB en 2021, 41,8% en 2022, 38,0% en 2023 et 35,2% et 32,6%, respectivement en 2024 et 2025.

Figure 23 : Agrégats des finances publiques encours de la (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 24 : Solde budgétaire global et dette (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.3.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire durant toute la période et la masse monétaire se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs

En 2020, un excédent de 642,3 milliards a été enregistré au niveau du solde global de la balance des paiements. En moyenne, sur la période 2021-2025, un excédent de 594,4 milliards (+1,4% du PIB) devrait être observé et le compte des transactions courantes serait de -2,6% du PIB.

Pour ce qui est du secteur monétaire, la masse monétaire poursuivrait sa consolidation en progressant, en moyenne, de 7,6% (+34,8% du PIB), soutenue par l'augmentation des créances sur les autres secteurs (+25,3% du PIB) accordées pour accompagner la reprise économique.

Tableau 8: Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Côte d'Ivoire (en mds FCFA)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Balance des paiements						
Solde des transactions courantes (en mds)	-1 191,8	-1 456,1	-856,5	-1 328,1	-855,4	-959,2
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-3,4	-3,9	-2,1	-3,0	-1,8	-1,9
Solde global (en mds)	642,3	544,1	521,7	416,1	820,7	669,2
Situation monétaire						
Créance sur les autres secteurs (en mds)	8 131,7	8 972,0	9 943,8	11 020,8	12 156,8	13 442,5
Masse monétaire M2 (en mds)	13 042,6	13 238,9	14 203,1	15 267,9	16 171,1	17 090,3
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	37,1	35,7	35,4	34,9	34,4	33,7

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.3.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- la capacité de reprise de l'activité économique, au regard des conséquences de la pandémie sur les secteurs;
- l'incertitude sur la reprise globale des cours internationaux des principaux produits d'exportation (café, cacao, anacarde, etc.).
- la faible performance des régies financières au regard de l'évolution historique mitigée des recettes fiscales (progression de +0,3 point du PIB, en moyenne, entre 2016 et 2020).

En conséquence, en Côte d'Ivoire, des dispositions devraient être prises en vue de poursuivre :

- la mise en œuvre des plans de riposte sanitaire et socioéconomique à la crise sanitaire de la COVID-19 ;
- les actions du gouvernement visant à soutenir les producteurs et de rationaliser les productions agricoles ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption.

3.4. Guinée Bissau

3.4.1. Evolution macroéconomique récente

Une contraction de 1,4% en 2020 de l'activité économique, plombée par les difficultés du secteur tertiaire et accompagnée d'une aggravation du déficit public (+5,5 points de % du PIB)

L'économie bissau-guinéenne a subi une contraction de 1,4%, en 2020, en lien avec le fort repli du secteur tertiaire (-4,6%), atténuée par les progressions des secteurs primaire (+3,2%) et secondaire (+0,6%). Les branches du secteur tertiaire, notamment le commerce (-3,3%) et le transport (-20%), ont été les plus touchées par la crise sanitaire. Par ailleurs, le retard enregistré dans la récolte et la commercialisation de la noix de cajou, principal produit d'exportation du pays et source importante de revenu de la population, combiné à une baisse des prix (375 FCFA en 2020, contre 500 FCFA/kg en 2019), n'ont pas favorisé une bonne tenue globale de l'activité économique. Du côté de la demande, la consommation finale (-3,4%) a principalement contribué au recul de cette croissance. L'inflation est ressortie à 1,5%, contre 0,2% en 2019, résultant d'une hausse des prix observée au niveau des produits alimentaires et des services de transport, liée aux conséquences de la pandémie.

Au niveau des finances publiques, les recettes totales (+14,8% du PIB, contre 14,7% en 2019) ont augmenté de 2,1%, suite à la hausse des dons (+34,7%) qui a atténué le repli des recettes fiscales (-14,4%). Cette situation, combinée à la forte augmentation des dépenses totales (+32,2% du PIB), a aggravé le déficit public. La hausse des dépenses résulte principalement de toutes ses composantes, à savoir les charges (+19,6%), portées par la masse salariale (+16,4%), et les acquisitions nettes d'actifs non financiers, c'est-à-dire les investissements (+73,1%). Le déficit budgétaire est ainsi ressorti à 9,1% du PIB, contre 3,6% en 2019. Quant à l'encours de la dette, il s'est situé à 32,0% du PIB en 2020, soit une baisse de 7,0 points de pourcentage du PIB.

Pour ce qui est du solde global de la balance des paiements, il est ressorti excédentaire de 52,7 mds, à la suite d'un déficit de 15,3 mds en 2019 et la masse monétaire a augmenté de 33,3 mds.

Tableau 9: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 de la Guinée Bissau

	2018	2019	2020
PIB nominal (en mds)	*854,5*	*885,1*	*894,5*
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	*3,5*	*5,3*	*3,2*
Secteur secondaire	*12,6*	*-0,1*	*0,6*
Secteur tertiaire	*1,3*	*5,9*	*-4,6*
PIB	***3,4%***	***4,5%***	***-1,4%***
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
Recettes Fiscales	*9,2*	*8,9*	*7,6*
Solde global (en % du PIB)	*-4,1*	*-3,6*	*-9,1*
Encours de la dette	*43,2*	*39,0*	*32,0*
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	*13,9*	*-15,3*	*52,7*
Situation monétaire (en Mds)			
Masse monétaire	*365,0*	*366,0*	*399,2*

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.4.2. Perspectives 2021-2025

3.4.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent sur les hypothèses suivantes :

- une bonne tenue de la production de noix de cajou ;
- la mise en œuvre efficace du Plan National de développement (2020-2023) ;
- la réhabilitation des voiries urbaines dans deux (02) régions avec le financement de la BOAD ;
- le développement des infrastructures dont la fibre optique.

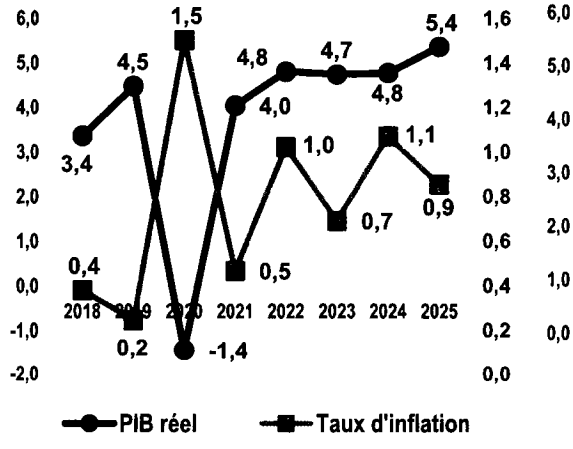
3.4.2.2. Principaux résultats

3.4.2.2.1. Secteur réel et prix

Une faible reprise de la croissance qui se renforcerait à moyen terme, portée par les travaux d'infrastructures publiques et une tenue appréciable de la production de la noix de cajou

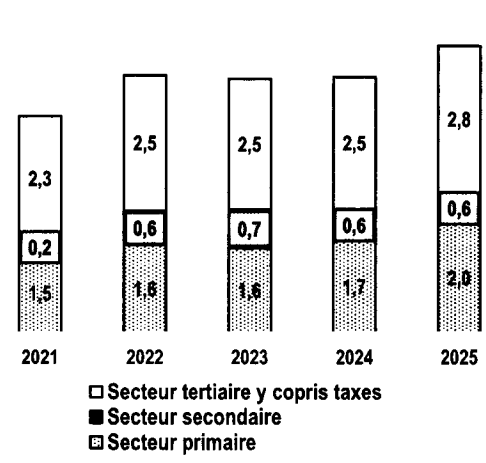
L'activité économique en Guinée Bissau afficherait une croissance positive de 4,0% en 2021, grâce, entre autres, à une production de la noix de cajou attendue en hausse. Cette hausse devrait stimuler les branches du tertiaire, particulièrement le commerce (+6,5%, après -3,3% en 2020).

Figure 25 : Evolution de la croissance et de l'inflation en Guinée Bissau



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 26 : Contribution des secteurs à la croissance de la Guinée-Bissau



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Sur la période 2022-2025, un retour progressif à la normale serait enregistré avec une intensification des travaux d'infrastructures. La production de la noix de cajou continuerait de bénéficier du soutien des autorités, dans le cadre de la politique d'amélioration du revenu des producteurs. La croissance se situerait ainsi à 4,8% en 2022 et 4,7% en 2023, avant de s'établir, respectivement, à 4,8% en 2024 et 5,4% en 2025. L'inflation continuerait d'être maîtrisée, avec un taux moyen de 0,8% sur la période.

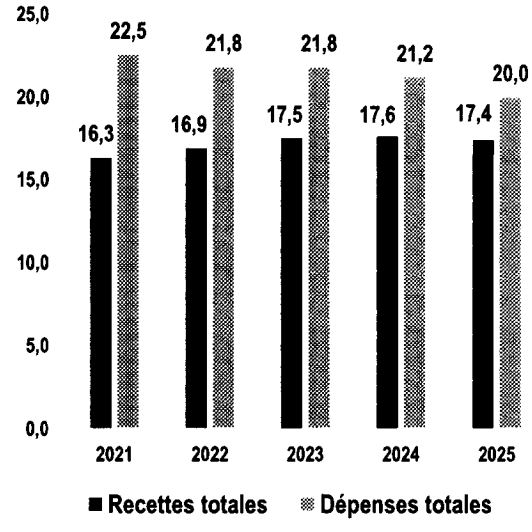
Du côté de la demande, sur la période 2021-2025, la croissance serait portée par la consommation finale (+6,6% en moyenne) et l'investissement (+3,4% en moyenne).

3.4.2.2.2. Finances publiques et dette

Un déficit public rapporté au PIB de 2,6% en 2025, grâce à l'amélioration de la mobilisation des recettes et à une maîtrise des charges sur la période, avec un taux d'endettement moyen de 37,2%

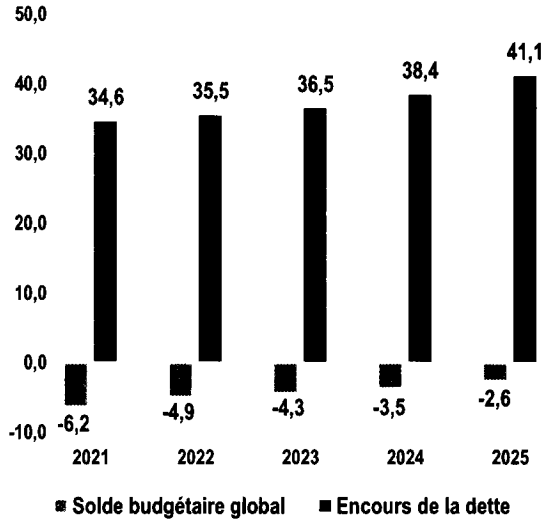
Une meilleure mobilisation des recettes serait attendue, en 2021, à la suite des contreperformances enregistrées en 2020. En effet, les recettes totales de la Guinée Bissau sont projetées en hausse de 16,1%, aussi bien grâce au recouvrement des recettes fiscales qu'à celui des dons qui représenteraient, respectivement 9,6% du PIB et 3,5%, contre 7,6% et 3,7% en 2020. La dynamique de mobilisation des recettes se poursuivrait jusqu'en 2025 avec une progression moyenne de 8,6%. Quant aux dépenses totales, elles augmenteraient (+2,8 en moyenne) de 2021 à 2025, en lien avec l'accélération de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND). Le déficit budgétaire qui en résulterait serait de 6,2% du PIB en 2021, puis de 4,9% en 2022, avant de situer respectivement à 4,3%, 3,5% et 2,6% en 2023, 2024 et 2025. La dette publique, quant à elle, ressortirait à 34,6% du PIB en 2021, 35,5% en 2022 et 36,5% en 2023, avant de se situer à 38,4% et 41,1%, respectivement en 2024 et 2025.

Figure 27 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 28 : Solde budgétaire global et encours de la dette (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.4.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire durant toute la période et la masse monétaire se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs

Le solde global de la balance des paiements a affiché un excédent de 52,7 milliards en 2020. Il serait excédentaire de 28,8 milliards (+2,7% du PIB), en moyenne, sur la période 2021-2025, avec un compte des transactions courantes qui ressortirait à -5,5% du PIB.

Le secteur monétaire devrait, quant à lui, enregistrer une hausse de la masse monétaire (+7,7%), accompagnée d'une dynamique favorable des créances sur les autres secteurs (+16,5% du PIB), dans le cadre du soutien aux activités économiques.

Tableau 10: Agrégats de la BDP et de la monnaie de la Guinée Bissau (en mds FCFA)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Balance des paiements						
Solde des transactions courantes (en mds)	-70,5	-38,6	-49,0	-67,5	-67,5	-77,6
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-7,9%	-4,1%	-4,8%	-6,3%	-5,9%	-6,3%
Solde global (en mds)	52,7	29,0	37,0	28,2	27,8	22,0
Situation monétaire						
Créance sur les autres secteurs (en mds)	147,1	155,9	165,1	178,2	189,6	202,0
Masse monétaire M2 (en mds)	399,2	404,6	443,4	482,9	527,1	576,3
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	44,6	42,9	43,9	44,9	45,9	46,9

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.4.2.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- la faible capacité de mobilisation des ressources pour relancer l'économie et mettre en œuvre le plan de développement économique du pays ;
- la baisse des cours internationaux de la noix de cajou, atténuant ainsi les performances de la branche agriculture et réduisant les revenus des producteurs ;
- la contreperformance des régies financières dans la mobilisation des ressources conséquentes pour faire face aux charges, dont la masse salariale qui a représenté 78,3% des recettes fiscales en 2020, et dégager de l'espace budgétaire pour l'investissement et les autres charges.

Ainsi, en Guinée-Bissau, des dispositions devraient être prises en vue de poursuivre :

- la mise en œuvre des plans de riposte sanitaire et socioéconomique à la crise sanitaire de la COVID-19 ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption;
- la maîtrise de la masse salariale.

3.5. Mali

3.5.1. Evolution macroéconomique récente

Un taux de croissance -1,6% en 2020, suite au repli des secteurs primaire et secondaire, accompagné d'une aggravation du déficit public (+2,6 points de % du PIB)

L'activité économique malienne, fragilisée depuis ces dernières années par la crise sécuritaire, s'est déroulée dans un contexte encore plus défavorable en 2020. En effet, les crises économique, sanitaire et institutionnelle sont venues accentuer les conséquences de la crise sécuritaire sur la croissance du pays qui est ressortie en baisse de 1,6%. Les secteurs primaire (-15,1%) et secondaire (-0,3%) ont été les moins performants, en lien avec la chute de la production cotonnière, consécutive à une perturbation au sein de la filière, et avec le repli de la valeur ajoutée de la quasi-totalité des branches du secondaire. En revanche, l'activité

économique a augmenté de 1% au niveau du secteur tertiaire, en dépit de l'impact de la pandémie sur les activités de services, soutenue par les branches non marchandes. Du côté de la demande, la baisse des investissements (-2,0%) et la faible progression de la consommation finale (+1,2%) ont principalement contribué au recul de cette croissance. L'inflation est ressortie à 0,5%, contre -3,0% en 2019, résultant d'une hausse des prix observée sur les marchés intérieurs pour les céréales, les tubercules et les oléagineux, au niveau des produits alimentaires.

Concernant les finances publiques, les recettes totales (+22,0% du PIB, contre 22,1% en 2019) se sont repliées de 1,9%, suite à la baisse des dons (-40,7%) et à la faible progression des recettes fiscales (+0,4%) due aux contextes sociopolitique et sanitaire. Quant aux dépenses totales, elles ont reculé de 9,0% (+26,3% du PIB), en lien à la baisse des dépenses en capital (-9,2%), atténuée par la hausse des charges (+16,0%). Le déficit budgétaire est ressorti à 4,3% du PIB, contre 1,7% en 2019. Quant à l'encours de la dette publique, il s'est situé à 47,5% du PIB en 2020, soit en hausse de 7,0 points de pourcentage.

Tableau 11: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 du Mali

	2018	2019	2020
PIB nominal (en mds)	9 482,0	10 125,6	10 011,6
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	*6,0%*	*4,1%*	*-5,6%*
Secteur secondaire	*5,3%*	*3,8%*	*-0,3%*
Secteur tertiaire	*4,8%*	*5,2%*	*1,0%*
PIB	***4,7***	***4,8***	***-1,6***
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
Recettes Fiscales	*12,1%*	*15,4%*	*15,7%*
Solde global (en % du PIB)	*-4,7*	*-1,7*	*-4,3*
Encours de la dette	*36,9*	*40,6*	*47,5*
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	*109,5*	*264,2*	*451,2*
Situation monétaire (en Mds)			
Masse monétaire	*2 744,4*	*2 991,8*	*3 657,1*

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.5.2. Perspectives 2021-2025

3.5.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent principalement sur les hypothèses suivantes :

- une mise en œuvre efficace du nouveau Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023) ;
- le développement des infrastructures : quatrième pont de Bamako, tronçon Bourem-Kidal-Frontière Algérie, Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière Côte d'Ivoire, et reprise des travaux de construction du barrage de Taoussa.

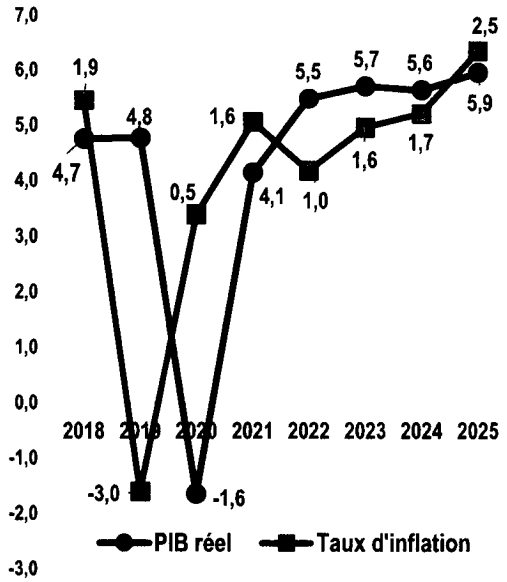
3.5.2.2. Résultats

3.5.2.2.1. Secteur réel et prix

Une expansion de la croissance attendue en 2021 qui devrait se renforcer à moyen terme, grâce à l'amélioration de la situation institutionnelle et à la mise en œuvre des programmes nationaux de développement

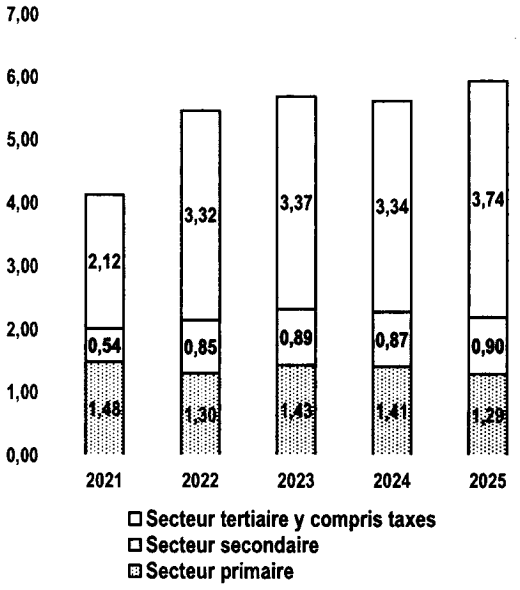
L'activité économique malienne devrait renouer avec une croissance positive de 4,1% en 2021. Tous les secteurs économiques devraient contribuer à cette croissance, notamment le primaire (+4,1%) et le secondaire (+3,0%) qui ont reculé en 2020. En effet, il est attendu une tenue satisfaisante de la campagne agricole et une reprise de certains grands travaux publics.

Figure 29 : Evolution de la croissance et de l'inflation au Mali



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 30 : Contribution des secteurs à la croissance du Mali



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Du côté de la demande, sur la période 2021-2025, la croissance serait portée par la consommation finale (+5,2% en moyenne) et l'investissement (+4,6% en moyenne).

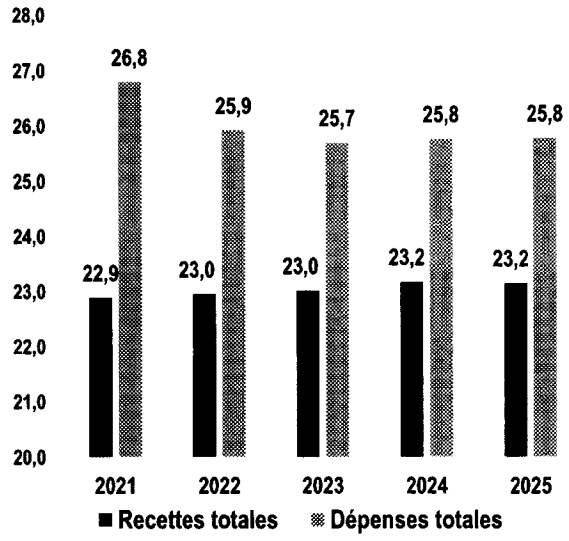
3.5.2.2.2. Finances publiques et dette

Un déficit public rapporté au PIB de 3,0% en 2023, lié à un meilleur recouvrement des recettes et à des charges globalement bien maîtrisées sur la période, contribuant à un taux d'endettement moyen de 46,3%

Une hausse dans la mobilisation des recettes serait attendue en 2021, à la suite de la reprise de l'activité économique. En effet, les recettes totales sont projetées en hausse de 10,1%, grâce, aussi bien, à un meilleur recouvrement des recettes fiscales (+6,9%) qu'à la mobilisation des dons qui ressortiraient, respectivement, à 15,9% du PIB et 1,9%, contre 15,7% et 1,1% en 2020. La performance des régies financières devrait se poursuivre jusqu'en 2025, avec une progression moyenne de 8,0% des recettes fiscales.

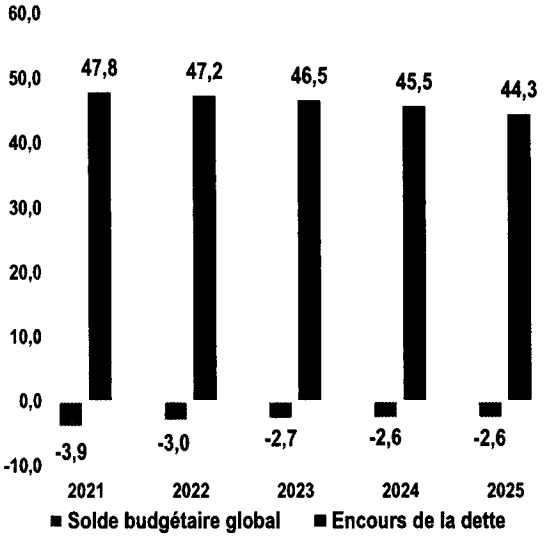
Concernant les dépenses totales, elles augmenteraient de 7,6% en 2021 et 6,1%, en moyenne, sur la période 2022-2025, en lien avec la mise en œuvre des programmes des nouvelles autorités. Le déficit budgétaire ressortirait ainsi à 3,9% du PIB en 2021, puis à 3,0% en 2022 et 2,7% en 2023, avant de s''établir à 2,6% sur le reste des années. La dette, quant à elle, ressortirait à 47,8% du PIB en 2021, 47,2% en 2022, 46,5% en 2023 et 45,5% et 44,3%, respectivement en 2024 et 2025.

Figure 31 : Agrégats des finances publiques (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 32 : Solde budgétaire global et encours de la dette (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.5.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire durant toute la période et une masse monétaire qui se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs

Après l'excédent de 451,2 milliards enregistré en 2020, le solde global de la balance des paiements devrait rester positif sur la période 2021-2025 (+485,8 milliards, soit 4,1% du PIB), et le solde des transactions courantes ressortirait à -3,4% du PIB.

Quant au secteur monétaire, la masse monétaire se renforcerait (+8,3%, en moyenne, soit 37,1% du PIB), grâce, entre autres, à une amélioration des créances sur les autres secteurs (+26,4% du PIB).

Tableau 12: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Mali (en mds FCFA)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Balance des paiements						
Solde des transactions courantes (en mds)	-375,2	-331,4	-430,6	-484,6	-329,9	-469,3
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-3,7	-3,1	-3,8	-4,0	-2,6	-3,4
Solde global	451,2	578,8	439,0	407,6	564,9	438,8
Situation monétaire						
Créance sur les autres secteurs (en mds)	2809,0	2923,0	3045,0	3181,1	3325,8	3469,3
Masse monétaire M2 (en mds)	3657,1	3 711,8	4 063,0	4 461,5	4 912,7	5 443,4
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	36,5	35,1	36,1	37,1	38,1	39,1

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.5.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- le retard à un retour normal de l'ordre institutionnel et la détérioration de la situation sécuritaire dans le nord du pays;
- la persistance des problèmes dans le secteur du coton, compromettant la bonne tenue globale de la production agricole ;
- l'accroissement des charges ne permettant pas de reprendre les programmes publics d'investissement dans les meilleurs délais.

Les autorités maliennes devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire stable et un retour des institutions constitutionnelles, propices au développement des activités économiques ;
- le renforcement des capacités des acteurs de la filière coton et la mise en œuvre des plans d'accompagnement ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption.

3.6. Niger

3.6.1. Evolution macroéconomique récente

Une croissance économique de 1,2% en 2020, soutenue par le secteur primaire et assortie d'une aggravation du déficit public (+1,4 points de % du PIB)

L'économie nigérienne a été confrontée, en 2020, aux crises sanitaire et économique engendrées par la pandémie de la Covid-19 qui sont venues s'ajouter aux menaces sécuritaires auxquelles fait face le pays, tout comme certains de ses paires sahéliennes, notamment celles du Burkina Faso et du Mali. Néanmoins, l'activité économique a pu croître de 1,2%, stimulée par le secteur primaire (+3,7%) et, dans une moindre mesure, par les secteurs secondaire (+0,3%) et tertiaire (+0,8%). Le secteur primaire a bénéficié d'une production agricole satisfaisante, soutenue par la poursuite des investissements dans le cadre de l'Initiative « les Nigériens Nourrissent les Nigériens » (I3N) et du « Millénium Chalenge Corporation » (MCC). Quant au secteur secondaire, il a été impacté par les contreperformances des activités extractives, à savoir celles associées au pétrole et à l'uranium (-21%) et ainsi que celles des branches du secteur tertiaire, notamment le commerce (-1,1%), l'hébergement (-1,0%) et les activités financières (-1,0%) qui ont particulièrement subi les effets négatifs de la crise sanitaire.

Du côté de la demande, les investissements (+3,2%) et la consommation finale (+1,0%) ont soutenu la croissance. L'inflation est ressortie à 2,9%, après -2,5% en 2019, résultant des hausses de prix observées sur les marchés intérieurs, en particulier au niveau des produits alimentaires.

Concernant les finances publiques, les recettes totales (+17,6% du PIB, contre 18,0% en 2019) ont progressé de 1,9%, en lien avec la chute des recettes fiscales (-3,0%), atténuée par la hausse des dons (+4,3%) et des recettes non fiscales (+42,4%), suite au recouvrement des recettes exceptionnelles provenant de la vente d'une licence 4G et du renouvellement des licences 3G et 2G. Quant aux dépenses totales (+22,4% du PIB), elles ont augmenté de 8,9%, en lien avec la hausse de toutes leurs composantes, notamment les charges (+13,5%) et les acquisitions nettes d'actifs non financiers (+5,3%). Le déficit budgétaire est ressorti à 4,8% du PIB, après 3,5% en 2019. Quant à l'encours de la dette, il s'est situé à 41,9% du PIB en 2020, soit en hausse de 0,4 points de pourcentage.

Tableau 13: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 du Niger

	2018	2019	2020
PIB nominal (en mds)	*7 138,6*	*7 610,4*	*7 892,8*
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	*7,1%*	*3,4%*	*3,7%*
Secteur secondaire	*6,0%*	*9,0%*	*0,3%*
Secteur tertiaire	*5,8%*	*6,3%*	*0,8%*
PIB	***7,0%***	***5,9%***	***1,2%***
Finances publiques et dette (en % du PIB)			
Recettes Fiscales	*11,0*	*10,3*	*9,6*
Solde global (en % du PIB)	*-3,0*	*-3,5*	*-4,8*
Encours de la dette	*38,8*	*41,5*	*41,9*
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	*-113,9*	*317,9*	*-81,5*
Situation monétaire (en Mds)			
Masse monétaire	*1 126,2*	*1 295,8*	*1 516,2*

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.6.2. Perspectives 2021-2025

3.6.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent essentiellement sur les hypothèses suivantes :

- la tenue satisfaisante de la production agricole, soutenue par l'initiative 3N et la mise en œuvre des projets financés par le Millenium Challenge Corporation (MCC) ;
- un renforcement de la production d'électricité : centrales d'énergies solaires de 20 MW, centrale hybride de 6 MW diesel et de 13 MW solaire à Agadez, renforcement des capacités de production de la SONICHAR avec deux (02) tranches de 25 MW chacune, centrale à charbon de Salkadamna et projet de construction de deux (02) lignes électriques de 132 KV de Soraz-Zinder Maradi-Malbaza ;
- une augmentation de la production de pétrole et une diminution de celle d'uranium: production de pétrole brut destinée à l'exportation à partir de 2022, fermeture progressive des sites uranifères dès 2021.

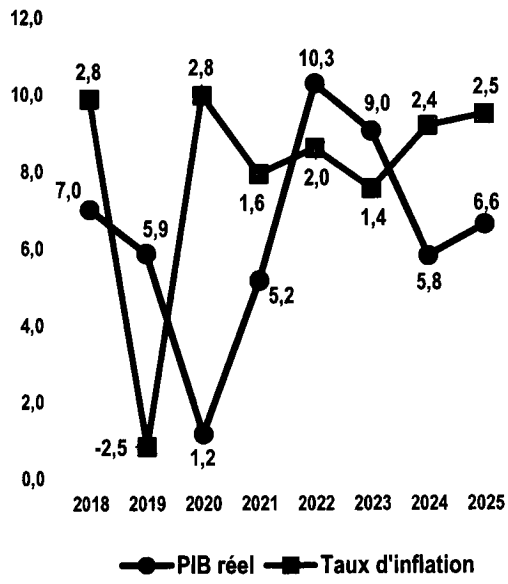
3.6.2.2. Principaux résultats

3.6.2.2.1. Secteur réel et prix

Une forte accélération de la croissance attendue à partir de 2022, grâce au démarrage de la production de pétrole brut destinée à l'exportation et la poursuite de grands projets publics d'infrastructures.

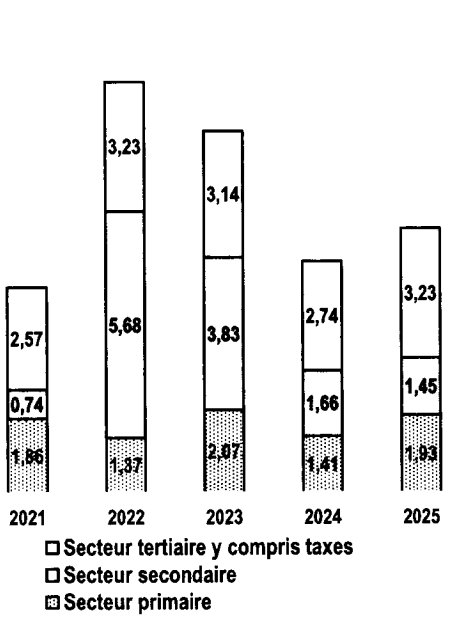
La reprise de l'activité économique nigérienne serait ralentie en 2021, avec la fermeture de certains sites de production uranifères et la persistance des effets négatifs de la pandémie sur les branches de services. Ainsi, une croissance de 5,2% serait attendue en 2021, grâce, entre autres, au dynamisme de la production agricole qui continuerait de bénéficier des investissements publics et à une bonne tenue des autres branches d'activités.

Figure 33 : Evolution de la croissance et de l'inflation au Niger



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 34 : Contribution des secteurs à la croissance du Niger



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Ainsi, la croissance devrait s'accélérer dans tous les secteurs, à savoir le primaire (+5,4%), le secondaire (+3,6%) et le tertiaire (+5,3%). Sur la période 2022-2025, la production pétrolière devrait augmenter significativement, avec le début de d'exploitation du brut destiné à l'exportation au second semestre 2022. La croissance devrait ainsi se situer à 10,3% en 2022, puis à 9,0% en 2023 et, respectivement, à 5,8% et 6,6% en 2024 et 2025. L'inflation resterait maîtrisée sur la période, avec un taux moyen de 2,0%.

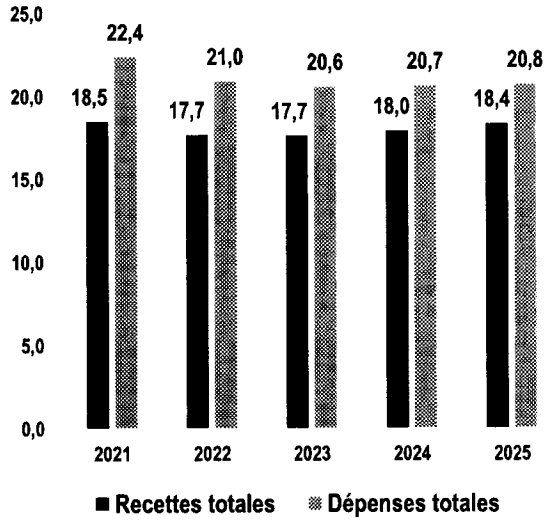
Du côté de la demande, sur la période 2021-2025, la croissance serait portée par la consommation finale (+4,9%, en moyenne) et l'investissement (+8,8%, en moyenne).

3.6.2.2.2. Finances publiques et dette

Un déficit public rapporté au PIB de 3,0% en 2023, lié à un meilleur recouvrement des recettes, suite au dynamisme de l'activité économique et à la mise en œuvre efficace des réformes liées à la maîtrise et à l'efficacité des dépenses publiques, contribuant à un taux d'endettement moyen de 46,9%

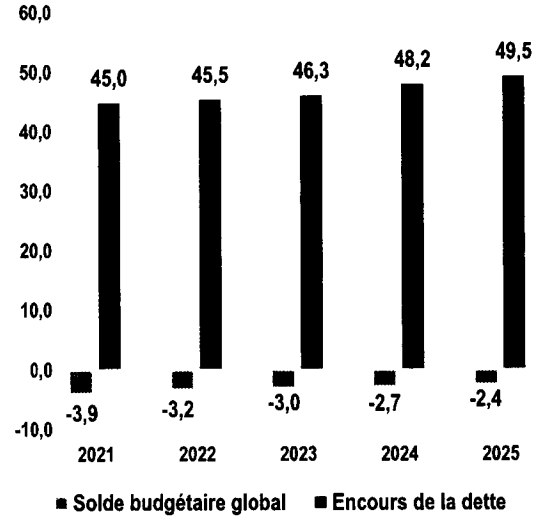
Une hausse dans la mobilisation des recettes serait attendue, en 2021, à la suite de la reprise de l'activité économique. En effet, les recettes totales sont projetées en hausse de 12,2%, aussi bien grâce à un meilleur recouvrement des recettes fiscales (+10,9% du PIB après 9,4% en 2019) qu'à une mobilisation satisfaisante des dons (+6,5% du PIB, contre 6,8% en 2020).

Figure 35 : Agrégats des finances publiques encours (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 36 : Solde budgétaire global et de la dette (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

La performance des régies financières devrait se poursuivre jusqu'en 2025, avec une progression moyenne de 10,4% des recettes fiscales. Quant aux dépenses totales, elles augmenteraient de 6,5% en 2021 et de 5,9%, en moyenne, sur la période 2022-2025, en lien avec la mise en œuvre des programmes des nouvelles autorités. Le déficit budgétaire ressortirait ainsi à 3,9% du PIB en 2021, puis à 3,2% en 2022, après 3,0% en 2023 et, respectivement, 2,7% et 2,4% en 2024 et 2025. La dette publique, quant à elle, ressortirait à 45,0% du PIB en 2021, 45,5% en 2022, 46,3% en 2023, avant de se situer à 48,2% et 49,5%, respectivement, en 2024 et 2025.

3.6.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire durant toute la période et la masse monétaire se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs

Après un déficit de 81,5 milliards enregistré en 2020, le solde global de la balance des paiements serait, en moyenne, excédentaire de 722,7 milliards (+7,1% du PIB) sur la période 2021-2025, et le solde des transactions courantes représenterait -3,9% du PIB.

Tableau 14: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Niger (en mds FCFA)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Balance des paiements						
Solde des transactions courantes (en mds)	-1 098,0	-914,1	-342,3	-107,4	-161,4	-286,5
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-13,9%	-10,9%	-3,7%	-1,1%	-1,5%	-2,5%
Solde global (en mds)	-81,5	201,8	731,6	931,7	922,4	826,1
Situation monétaire						
Créance sur les autres secteurs (en mds)	1044,5	1109,3	1174,1	1272,8	1365,3	1459,9
Masse monétaire M2 (en mds)	1 516,2	1 602,5	1 857,5	2 126,2	2 361,0	2 627,0
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	19,2%	19,1%	20,1%	21,1%	22,1%	23,1%

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Au niveau du secteur monétaire, la masse monétaire progresserait (+11,7%, en moyenne, soit +21,1% du PIB) accompagnée d'une amélioration des créances sur les autres secteurs.

3.6.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- un retard dans la mise en œuvre du projet d'exploitation de la production de pétrole brut destinée à l'exportation et la fermeture accélérée de tous les sites d'exploitation d'uranium ;
- une dégradation des conditions climatiques (inondation, sécheresse, menaces acridiennes, etc.) entravant la production agricole et la persistance des menaces sécuritaires;
- la faible performance dans la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du plan de relance économique et des programmes de développement structurants (barrage de Kandadji, centrale d'énergie solaire, etc.);

Les autorités nigériennes devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts visant à assurer un environnement sécuritaire propice au développement des activités ;
- l'amélioration de la capacité productive des terres et la généralisation de l'utilisation des techniques et technologies innovantes afin d'accroître la production agricole et, par ricochet, limiter la hausse des prix des denrées alimentaires.
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption.

3.7. Sénégal

3.7.1. Evolution macroéconomique récente

Une croissance économique de 1,5% en 2020, portée par une performance du secteur primaire qui a atténué la baisse du secteur tertiaire et accompagnée d'une aggravation du déficit public (+2,4 points de % du PIB)

L'activité économique au Sénégal a aussi subi les effets de la crise sanitaire et économique en 2020, notamment au niveau des secteurs secondaire et tertiaire qui ont respectivement progressé de 0,1% et reculé de 0,2%. Les branches les plus touchées ont été les services d'hébergement et de restauration (-18,7%), le transport (-3,5%), les industries de fabrication (-2,7%), et les télécommunications (-0,6%). Toutefois, le secteur primaire, grâce à une bonne tenue de la production agricole, a connu une hausse de 15,9% de sa valeur ajoutée, atténuant ainsi les contreperformances des autres secteurs. Du côté de la demande, la consommation finale (+3,8%) a principalement soutenu cette croissance, grâce aux mesures de soutien des autorités aux ménages vulnérables et aux entreprises touchées par la crise. L'inflation est ressortie à 2,5%, après 1,0% en 2019, tirée par les prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et « transports ».

Tableau 15: Aperçu des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 du Sénégal

	2018	2019	2020
PIB nominal (en mds)	*12 840,2*	*13 655,4*	*14 184,9*
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	*8,1*	*4,5*	*15,9*
Secteur secondaire	*6,5*	*3,7*	*0,1*
Secteur tertiaire	*5,4%*	*4,6%*	*-0,2%*
PIB	**6,2**	**4,4**	**1,5**
Finances publiques et Dette (en % du PIB)			
Recettes Fiscales	*15,5*	*17,6*	*16,7*
Solde global (en % du PIB)	*-3,7*	*-3,9*	*-6,4*
Encours de la dette	*61,2*	*57,3*	*62,8*
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	*524,5*	*146,5*	*-90,0*
Situation monétaire (en Mds)			
Masse monétaire	*5 323,9*	*5 692,0*	*6 394,3*

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Au niveau des finances publiques, les recettes totales (+20,0% du PIB, contre 20,4% en 2019) ont progressé de 1,9%, suite au repli des recettes fiscales (-1,8%) atténué par la forte mobilisation des dons (+44,5%), notamment à la faveur des appuis budgétaires importants accordés par les partenaires financiers, dans le cadre de la lutte contre la pandémie de la Covid-19. Quant aux dépenses totales, elles ont augmenté de 12,6% (+26,4% du PIB), aussi bien en raison de la hausse des charges (+12,1%) et que de celle des acquisitions nettes d'actifs non financiers (+13,5%). Le déficit budgétaire est ressorti à 6,4% du PIB, après 3,9% en 2019. Quant à l'encours de la dette, il s'est situé à 62,8% du PIB en 2020, soit une hausse de 5,5 points de pourcentage du PIB.

3.7.2. Perspectives 2021-2025

3.7.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent principalement sur les hypothèses suivantes :

- la poursuite de la mise en œuvre Plan d'actions prioritaires ajusté et accéléré pour la relance de l'économie (PAP2A), structuré autour de secteurs moteurs porteurs de croissance et d'inclusion sociale pour atteindre la souveraineté alimentaire, sanitaire et pharmaceutique :
- des investissements importants attendus dans les infrastructures (construction de l'Autoroute Mbour-Fatick-Kaolack, de la desserte ferroviaire Dakar-AIBD, Projet de Bus Rapid Transit (BRT), etc.) ; le développement de l'agriculture avec les agropoles, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture, de l'industrie agroalimentaire.
- La promotion de plateforme industrielle intégrée, d'agropoles et de zones économiques spéciales, etc. ;
- les réformes structurelles clés en matière d'environnement des affaires et de compétitivité, la modernisation de l'Administration et la réforme des entités parapubliques, le renforcement du cadre des partenariats public-privé (PPP), le développement du secteur privé national et le renforcement accru de la gestion des finances publiques, à travers la mise en œuvre de la stratégie de recettes à moyen terme (SRMT) et une efficacité accrue des dépenses, notamment des dépenses en capital ;

- la participation importante attendue du secteur privé dans le financement (à hauteur de 39% du financement global du PAP), facilité par la mise en place de fonds d'amorçage pour la maturité des projets et programmes, de fonds d'appui au secteur privé, etc. ;
- l'exploitation des ressources pétrolières et gazières à partir de 2023 ;
- la mise en œuvre du programme d'urgence pour l'insertion et l'emploi des jeunes, pour un coût total de 450 milliards de FCFA, sur les trois (03) prochaines années.

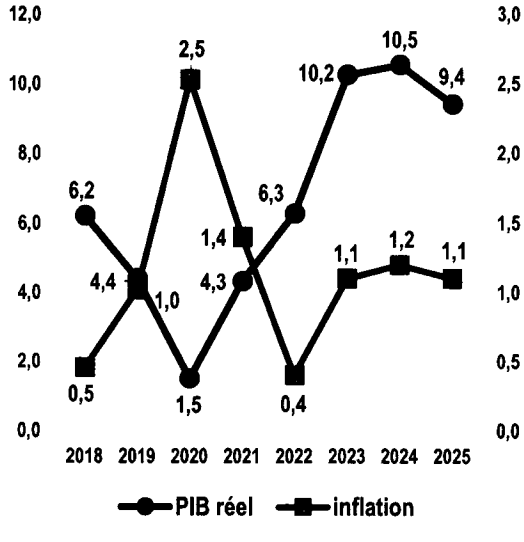
3.7.2.2. Principaux résultats

3.7.2.2.1. Secteur réel et prix

Une expansion significative de la croissance attendue dès 2023, stimulée par le démarrage de la production pétrolière et la poursuite de grands projets publics d'infrastructures, dans le cadre du PAP2A

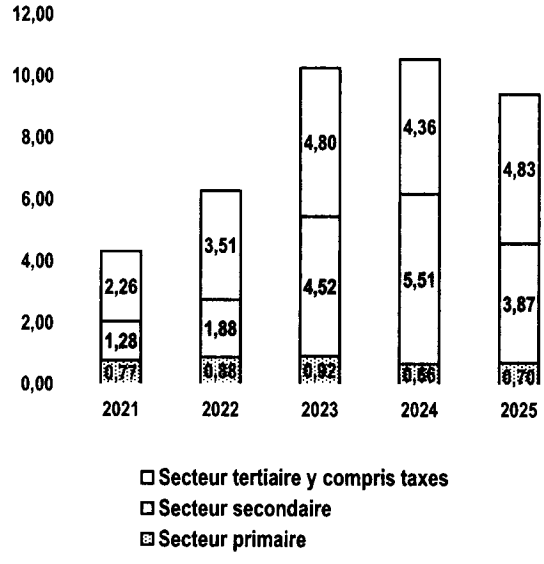
L'activité économique du Sénégal devrait connaître une accélération modérée en 2021, au regard du retard dans la reprise globale de l'activité mondiale, notamment au niveau du tourisme qui apporte d'importants revenus à certains ménages et, plus largement, au niveau du secteur des services. Ainsi, la croissance s'afficherait à 4,3%, grâce à une progression relativement satisfaisante du secteur secondaire (+5,7%) qui bénéficierait de la bonne tenue des activités de fabrication et de construction. Le secteur primaire continuerait de rester dynamique, avec une progression de 4,5%, tandis que le secteur tertiaire reprendrait timidement, avec une hausse de 3,2%.

Figure 37 : Evolution de la croissance et de l'inflation au Sénégal



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 38 : Contribution des secteurs à la croissance du Sénégal



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Ainsi, la croissance ne devrait s'accélérer véritablement qu'à partir de 2022, avec un taux de croissance de 6,3%, soutenu par tous les secteurs d'activité. Le projet d'exploitation pétrolière devrait, quant à lui, débuter au cours de l'année 2023, portant la croissance à 10,2%. La croissance économique se situerait ensuite à 10,5% et 9,4%, respectivement en 2024 et 2025. En outre, la poursuite des grands travaux d'infrastructures conduits dans le cadre de la « seconde phase » du PSE, c'est-à-dire notamment le PAP2A, contribuerait à l'affermissement de la croissance durant la période. L'inflation, quant à elle, serait maîtrisée sur la période, avec un taux moyen de 1,0%.

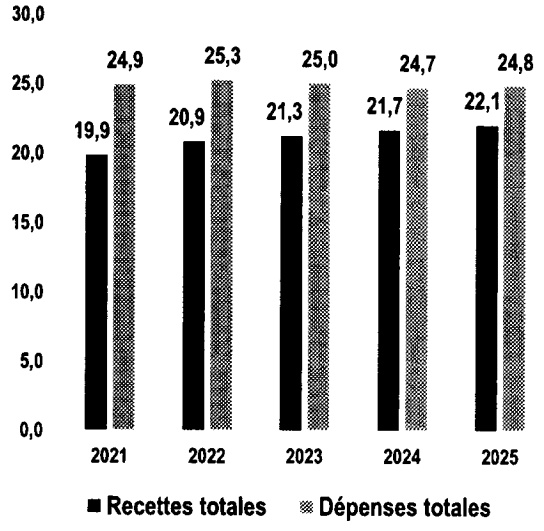
Du côté de la demande, sur la période 2021-2025, la croissance serait portée par la consommation finale (+3,7% en moyenne) et les exportations (+25,4% en moyenne).

3.7.2.2.2. Finances publiques et dette

Un déficit public rapporté au PIB de 3,0% en 2024, grâce à de bonnes performances dans le recouvrement des recettes et une maîtrise des dépenses publiques contribuant à un taux d'endettement moyen à 61,3%

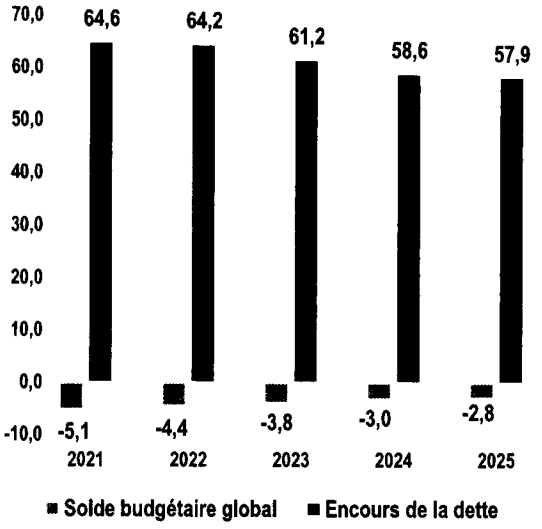
Le recouvrement des recettes s'améliorerait progressivement avec la reprise de l'activité économique. Ainsi, les recettes totales augmenteraient de 4,1% (+19,9% du PIB) en 2021, puis de 11,6% en 2022 (+20,9% du PIB) et, en moyenne, de 13,9 (+21,7% du PIB) sur la période 2023-2025. Cette augmentation des recettes totales résulterait de la hausse de 4,3% des recettes fiscales (+16,6% du PIB) et de 2,3% des dons (+2,2% du PIB). Sur la période 2022-2025, les recettes fiscales passerait de 17,6% du PIB en 2022 à 18,3% en 2023 pour atteindre ensuite 20,0% et 20,5%, respectivement en 2024 et 2025. Quant aux dépenses totales, elles augmenteraient, en moyenne, de 8,1% sur la période 2021-2025 (+25,0% du PIB), en lien avec la poursuite de la mise en œuvre du PAP2A. Le déficit budgétaire ressortirait ainsi à 5,1% du PIB en 2021, puis à 4,4% en 2022 et 3,8% en 2023, et ensuite, respectivement, à 3,0% et 2,8% en 2024 et 2025. La dette publique totale, quant à elle, ressortirait à 64,6% du PIB en 2021, 64,2% en 2022, 61,2% en 2023, avant d'atteindre 58,6% et 57,9%, respectivement, en 2024 et 2025.

Figure 39 : Evolution des agrégats des publiques et (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 40 : Solde budgétaire global finances encours de la dette (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.7.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire durant toute la période et la masse monétaire se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs

A la suite du déficit de 90,0 milliards enregistré en 2020, le solde global de la balance des paiements devrait connaître une amélioration progressive au cours de la période 2021-2025, ressortant, en moyenne, excédentaire de 585,9 milliards (+2,9% du PIB), tandis que le solde des transactions courantes serait, en moyenne, de -6,9% du PIB, sur la même période.

Pour ce qui est de la situation monétaire, la masse monétaire devrait se consolider (+8,7%, en moyenne, soit 43,8% du PIB) et les créances sur les autres secteurs seraient en augmentation pour soutenir l'activité économique (+30,3 du PIB).

Tableau 16: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Sénégal (en mds FCFA)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Balance des paiements						
Solde des transactions courantes (en mds)	-1 739,3	-1 540,5	-1 310,3	-1 525,5	-963,2	-558,7
Solde des transactions courantes (en % du PIB)	-12,3	-10,4	-8,3	-8,6	-4,8	-2,5
Solde global (en mds)	-90,0	89,5	225,4	314,5	974,1	1 325,8
Situation monétaire						
Créance sur les autres secteurs (en mds)	4667,6	4964,5	5175,4	5430,0	5661,8	5942,0
Masse monétaire M2 (en mds)	6 394,3	6 455,6	6 867,4	7 832,4	8 817,0	9 657,6
Masse monétaire M2 (en % du PIB)	45,1	43,4	43,4	43,9	43,6	43,6

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.7.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs à :

- la capacité de reprise des activités économiques au regard des conséquences de la pandémie sur l'économie et l'incertitude concernant sa durée ;
- la lenteur dans la mise en œuvre des réformes portant notamment sur la gouvernance, la fiscalité, l'énergie, le développement du secteur privé, etc. ;
- un retard dans le démarrage de la production de pétrole ;
- une conduite peu prudente de l'endettement public, sachant que l'encours de la dette publique est ressorti à 62,8% du PIB en 2020.

Les autorités sénégalaises devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- la mise en œuvre des plans de riposte sanitaire et socioéconomique à la crise sanitaire de la COVID-19 ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption ;
- la gestion prudente de la dette, y compris à travers le renforcement de l'analyse de viabilité de la dette.

3.8. Togo

3.8.1. Evolution macroéconomique récente

Une croissance économique de 1,8% en 2020, due au ralentissement du secteur primaire et à la contre-performance enregistrée au niveau des activités de services, accompagnée d'une aggravation du déficit public (+6,1 points de pourcentage du PIB)

Touché, comme tous les autres Etats membres, par les crises sanitaire et économique liées à la pandémie de Covid-19, le Togo a vu son activité économique ralentir en 2020, avec un taux de croissance de 1,8%. Ce ralentissement résulte de la perte de dynamisme de l'activité du secteur secondaire (+0,9%), suite au recul enregistré au niveau des branches « commerce » (-3,4%) et « hébergement et restauration » (-8,6%). En outre, le secteur primaire progresse lentement (+1,3%), comme en 2019, plombé par l'agriculture (+0,6%) qui a été impactée par les poches de sècheresse et des inondations survenues dans certaines zones, et par la pêche

(-2,4%). Par contre, le secteur secondaire s'est affiché en hausse de 5,3%, porté par les activités extractives (+40,2%) qui ont bénéficié de la bonne tenue de la production de phosphate (+87%), la production et distribution d'électricité et de gaz (+8,0%) et la construction (+5,7%). Du côté de la demande, les investissements (+15%) ont principalement soutenu la croissance.

Tableau 17: Evolution des indicateurs macroéconomiques 2018-2020 du Togo

	2018	2019	2020
PIB nominal (en mds)	*3 950,4*	*4 230,5*	*4 359,9*
Croissance réelle (en %)			
Secteur primaire	*3,2*	*1,9*	*1,3*
Secteur secondaire	*3,9*	*6,5*	*5,3*
Secteur tertiaire	*6,6%*	*4,5%*	*0,9%*
PIB	*5,0*	*5,5*	*1,8*
Finances publiques et Dette (en % du PIB)			
Recettes Fiscales	*12,5*	*13,0*	*12,2*
Solde global (en % du PIB)	*-0,6*	*-0,9*	*-7,0*
Encours de la dette	*55,5*	*51,9*	*58,6*
Balance des Paiements (en mds de FCFA)			
Solde global	*17,0*	*170,1*	*244,5*
Situation monétaire (en Mds)			
Masse monétaire	*1 726,0*	*1 804,3*	*2 012,8*

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

L'inflation est ressortie à 1,8%, après 0,7% en 2019, notamment tirée par l'évolution des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » et celle prix du « transport ».

Au niveau des finances publiques, les recettes totales (+16,1% du PIB, contre 17,7% en 2019) ont régressé de 5,8%, suite à la baisse des recettes fiscales (-3,6%), mais également à celle des dons (-19,0%). Quant aux dépenses totales (+23,1% du PIB), elles ont enregistré une hausse de 28,6%, en lien avec les augmentations relevées, aussi bien au niveau des charges (+11,8%) que des acquisitions nettes d'actifs non financiers (+67,9%). Le déficit budgétaire est ressorti à 7,0% du PIB, après 0,9% en 2019. Quant à l'encours de la dette, il s'est situé à 58,6% du PIB en 2020, soit une hausse de 6,7 points de pourcentage.

3.8.2. Perspectives 2021-2025

3.8.2.1. Principales hypothèses

Les prévisions reposent sur les hypothèses suivantes :

- la poursuite des projets structurants, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2018-2022 ;
- un renforcement de la production agricole, à travers la mise en œuvre des projets du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIASAN) et du Mécanisme Incitatif pour le Financement Agricole (MIFA) ;
- le développement des infrastructures, notamment à travers la rénovation des routes reliant la capitale aux autres villes (Lomé, Kpalimé, Aného) ;
- le développement des activités de fabrication, à travers la transformation locale des produits agricoles et miniers, notamment, le phosphate.

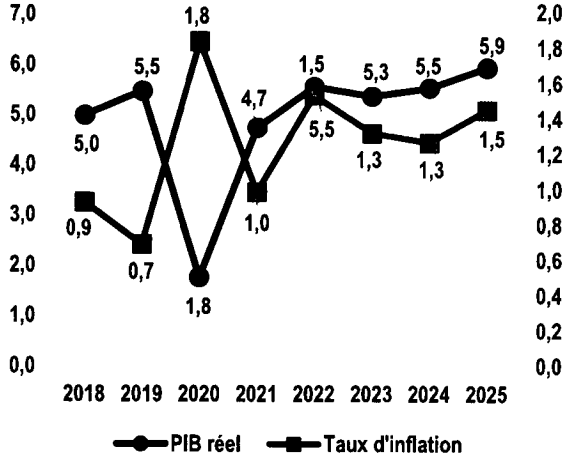
3.8.2.2. Principaux résultats

3.8.2.2.1. Secteur réel et dette

Une croissance qui se consoliderait principalement grâce aux secteurs primaire et secondaire et la poursuite des projets d'investissement public

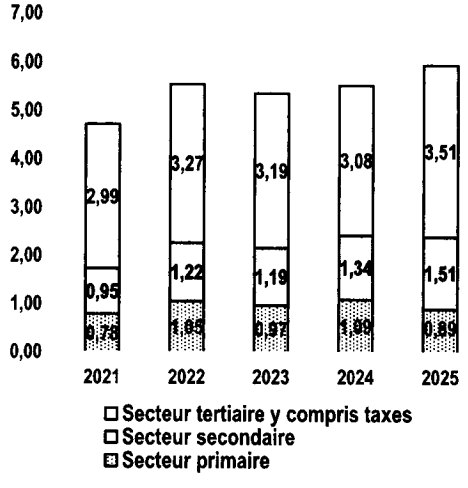
L'activité économique du Togo se redresserait, dès 2021, avec une croissance de 4,7%. Cette progression de la croissance, à la suite du ralentissement de 2020, s'expliquerait par la persistance des effets négatifs de la crise sanitaire sur les secteurs des services. Toutefois, le secteur primaire devrait s'améliorer (+3,9%), notamment du fait de la bonne tenue de la production agricole, tandis que le secteur secondaire maintiendrait sa vigueur (+4,2%), avec une hausse attendue au niveau de toutes les branches d'activité.

Figure 41 : Evolution de la croissance et de croissance l'inflation au Togo



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 42 : Contribution des secteurs à la du Togo



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

En 2022, la croissance se situerait à 5,5%, puis à 5,4% en 2023, avant de s'établir, respectivement, à 5,5% et 5,9% en 2024 et 2025, grâce à la tenue satisfaisante de tous les secteurs et à la mise en œuvre satisfaisante du PND. L'inflation, quant à elle, serait maîtrisée, sur la période, avec un taux moyen de 1,3%.

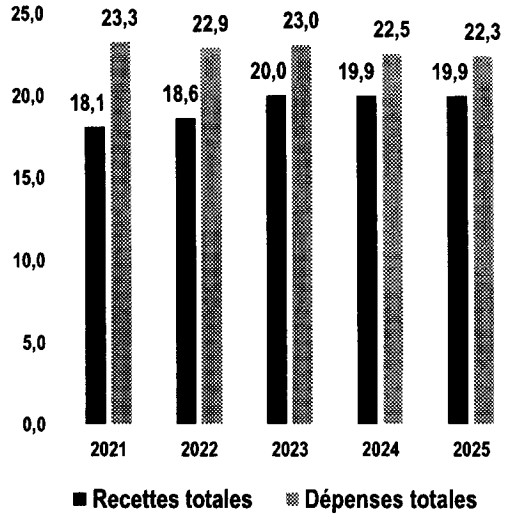
Du côté de la demande, sur la période 2021-2025, la croissance serait portée par la consommation finale (+5,6% en moyenne) et l'investissement (+5,8% en moyenne).

3.8.2.2.2. Finances publiques et dette

Un déficit public de 2,5% du PIB en 2024, grâce à une amélioration du recouvrement des recettes et à une maîtrise des dépenses publiques permettant de situer le taux d'endettement moyen à 60,3%

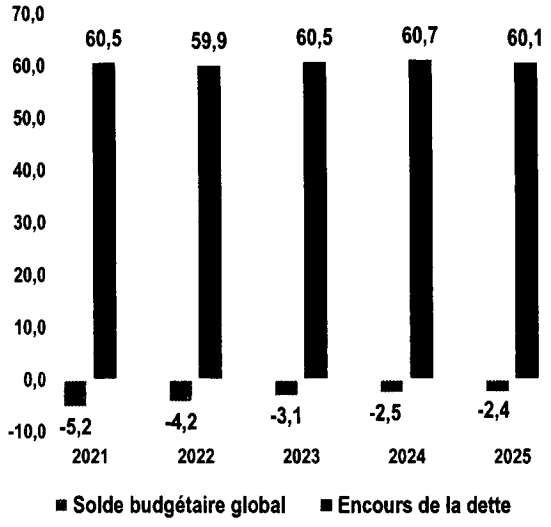
Les recettes totales augmenteraient (+18,6%) en 2021, après leur chute observée en 2020. Cette amélioration du recouvrement des recettes proviendrait de la hausse attendue des recettes fiscales (+17,4%, soit 13,5% du PIB) et des dons (+37,1%, soit +3,0% du PIB), grâce à la meilleure tenue de l'activité économique globale. Au cours de la période 2022-2025, les recettes fiscales passeraient de 14,2% du PIB en 2022 à 15,6% en 2023 et 2024, avant de s'établir à 16,0% en 2025. Quant aux dépenses totales, elles augmenteraient de 6,4% en 2021 (+23,3% du PIB), en lien avec la hausse des dépenses courantes (+1,1%) et des dépenses d'investissement (+14,5%).

Figure 43 : Evolution des agrégats des finances publiques (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

Figure 44 : Solde budgétaire global et encours de la dette (en % du PIB)



Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

En moyenne, sur la période 2022-2025, les dépenses totales progresseraient de 5,9% (+22,7%), notamment du fait de la mise en œuvre des projets structurants prévus dans le cadre du PND. Le déficit budgétaire ressortirait ainsi à 5,2% du PIB en 2021, puis à 4,2% en 2022 et 3,1% en 2023, avant de se situer respectivement à 2,5% et 2,4% en 2024 et 2025. La dette publique, quant à elle, ressortirait à 60,5% du PIB en 2021, 59,9% en 2022, 60,5% en 2023, puis à 60,7% et 60,1%, respectivement en 2024 et 2025.

3.8.2.2.3. Balance des paiements et situation monétaire

Un solde global de la balance des paiements qui resterait excédentaire durant toute la période et la masse monétaire qui se consoliderait avec un accroissement des créances sur les autres secteurs

Après un excédent de 244,5 milliards enregistré en 2020, le solde global de la balance des paiements ressortirait, en moyenne, à 62,0 milliards (+1,2% du PIB), tandis que le solde des transactions courantes représenterait -4,5% du PIB, en moyenne, sur la période 2021-2025.

Au niveau du secteur monétaire, une augmentation de la masse monétaire serait attendue (+6,7%, en moyenne, soit 46,0 % du PIB) soutenue par une amélioration des créances sur les autres secteurs (+27,2%).

Tableau 18: Agrégats de la BDP et de la monnaie du Togo (en mds FCFA)

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Balance des paiements						
Solde des transactions courantes (en mds)	-172,6	-191,3	-275,7	-259,3	-206,3	-263,7
Solde des transactions courantes (en % PIB)	-4,0	-4,2	-5,6	-4,9	-3,7	-4,4
Solde global (en mds)	244,5	133,7	26,3	54,6	62,4	33,2
Situation monétaire						
Créance sur les autres secteurs (en mds)	1305,5	1347,1	1393,7	1439,4	1476,3	1522,4
Masse monétaire (en mds)	2012,8	2 119,0	2 274,8	2 426,3	2 590,7	2 782,5
Masse monétaire (en % PIB)	46,2	46,0	46,0	46,0	46,0	46,0

Source : DPE/Commission de l'UEMOA.

3.8.3. Risques et recommandations

Les risques qui entourent les prévisions sont relatifs aux incertitudes quant à :

- la reprise des activités économiques, notamment celles du transport et de l'hôtellerie ;
- la capacité des régies financières à atteindre leur niveau de performance d'avant crise ;
- la poursuite des réformes visant une gestion prudente de la dette.

Les Autorités togolaises devraient prendre les dispositions en vue de poursuivre :

- les efforts en vue d'une mise en œuvre efficace du plan de relance économique ;
- l'amélioration du niveau de recouvrement des recettes budgétaires, à travers l'élargissement de l'assiette fiscale, la modernisation de l'administration fiscale et douanière, la lutte contre la fraude et la corruption ;
- la gestion prudente de la dette, à travers le renforcement de l'analyse de viabilité de la dette.

SOURCES DE DONNEES

Banque Africaine de Développement	https://dataportal.opendataforafrica.org/
Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO)	https://www.bceao.int/fr/content/la-base-des-donnees-economiques-et-financieres
Banque mondiale	https://www.worldbank.org/en/research/commodity-markets
CNUCED	https://unctadstat.unctad.org/FR/Index.html
Index Mundi	https://www.indexmundi.com/commodities/
Fonds monétaire international	https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLs/world-economic-outlook-databases
OCDE	https://data.oecd.org/fr/
Organisation mondiale pour l'Alimentation	http://www.fao.org/statistics/fr/

ANNEXES

Evolution des agrégats macroéconomiques

de l'Union et des Etats membres

UNION

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Comptes nationaux à prix courants (en mds de FCFA)							
PIB	*88 561,6*	*91 475,4*	*96 654,0*	*103 987,6*	*113 294,4*	*122 914,0*	*132 580,7*
Comptes nationaux à prix constants base 2015							
Variation (en %)							
Secteur primaire	*4,2*	*1,6*	*4,0*	*4,5*	*4,5*	*4,5*	*5,3*
Secteur secondaire	*7,9*	*2,2*	*5,9*	*9,1*	*10,7*	*10,5*	*8,2*
Secteur tertiaire y compris taxes	*5,5*	*1,3*	*5,5*	*7,0*	*7,3*	*6,6*	*7,3*
PIB réel	***5,7***	***1,5***	***5,3***	***6,9***	***7,4***	***7,0***	***7,1***
Contribution à la croissance (en point de pourcentage)							
Secteur primaire	*0,9*	*0,4*	*0,9*	*1,0*	*0,9*	*0,9*	*1,1*
Secteur secondaire	*1,6*	*0,4*	*1,2*	*1,9*	*2,3*	*2,3*	*1,8*
Secteur tertiaire y compris taxes	*3,2*	*0,7*	*3,2*	*4,1*	*4,2*	*3,8*	*4,2*
Finances publiques (en mds de FCFA)							
Recettes	*15 496,1*	*15 791,9*	*16 986,5*	*18 365,5*	*20 310,6*	*22 100,7*	*24 026,7*
Recettes fiscales	*11 912,0*	*11 978,2*	*12 942,3*	*14 157,7*	*15 819,7*	*17 422,5*	*19 108,4*
Recettes fiscales et Autres	*2 000,6*	*2 079,1*	*2 104,6*	*2 264,5*	*2 449,6*	*2 630,8*	*2 831,5*
Dons	*1 583,6*	*1 734,6*	*1 939,6*	*1 943,3*	*2 041,4*	*2 047,4*	*2 086,8*
Charges	*12 248,5*	*14 126,3*	*14 070,7*	*14 674,4*	*15 243,3*	*16 006,3*	*16 779,9*
Acquisition nette d'actifs non financiers	*5 403,9*	*6 607,6*	*7 136,5*	*7 665,6*	*8 562,6*	*9 416,6*	*10 350,1*
Solde global	*- 2 156,4*	*- 4 942,0*	*- 4 220,7*	*- 3 974,5*	*- 3 495,3*	*- 3 322,2*	*- 3 103,3*

BENIN

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Comptes nationaux à prix courants (en mds de FCFA)							
PIB	*8 432,2*	*9 008,8*	*9 616,3*	*10 320,1*	*10 982,9*	*11 739,9*	*12 529,8*
Comptes nationaux à prix constants base 2015							
Variation (en %)							
Secteur primaire	*5,2*	*1,8*	*3,9*	*5,4*	*4,3*	*5,4*	*6,5*
Secteur secondaire	*13,6*	*5,2*	*6,3*	*7,2*	*9,5*	*8,3*	*7,9*
Secteur tertiaire	*5,2*	*4,9*	*6,9*	*8,0*	*7,1*	*7,2*	*6,3*
Impôts sur les produits	*10,1*	*2,7*	*1,7*	*0,7*	*1,1*	*1,8*	*1,9*
PIB réel	***6,9***	***3,8***	***5,5***	***6,6***	***6,3***	***6,5***	***6,3***
Consommation finale	*6,9*	*3,8*	*5,5*	*6,6*	*6,3*	*6,5*	*6,3*
FBCF	*10,4*	*2,1*	*5,1*	*6,5*	*10,1*	*10,3*	*9,7*
Exportations	*8,6*	*-25,0*	*17,4*	*5,3*	*14,4*	*8,5*	*7,8*
Importations	*3,4*	*-19,8*	*18,1*	*3,5*	*15,8*	*9,9*	*10,3*
Finances publiques (en mds de FCFA)							
Recettes	*1 185,6*	*1 294,3*	*1 356,5*	*1 467,9*	*1 576,6*	*1 688,6*	*1 815,5*
Recettes fiscales	*893,3*	*947,8*	*1 040,6*	*1 130,2*	*1 216,6*	*1 317,7*	*1 427,6*
Recettes non fiscales et Autres	*194,8*	*194,2*	*207,3*	*222,5*	*236,8*	*253,1*	*270,2*
Dons	*97,6*	*152,2*	*108,5*	*115,2*	*123,2*	*117,7*	*117,7*
Charges	*900,8*	*1 095,6*	*1 133,2*	*1 125,4*	*1 146,6*	*1 212,9*	*1 283,7*
Acquisition nette d'actifs non financiers	*330,4*	*622,4*	*638,8*	*696,0*	*753,8*	*803,7*	*865,2*
Solde global	*- 45,6*	*- 423,8*	*- 415,5*	*- 353,5*	*- 323,8*	*- 328,0*	*- 333,4*
Balance des paiements (en mds de FCFA)							
Comptes des transactions courantes	*- 340,2*	*- 353,5*	*- 314,9*	*- 295,7*	*- 247,2*	*- 275,4*	*- 235,5*
Solde global	*45,5*	*307,0*	*118,9*	*117,8*	*183,8*	*151,9*	*216,6*
Masse monétaire (en mds de FCFA)							
Masse monétaire (M2)	*2 346,0*	*2751,9*	*2 937,4*	*3 002,7*	*3 205,8*	*3 456,2*	*3 729,3*

BURKINA FASO

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Comptes nationaux à prix courants (en mds de FCFA)							
PIB	*9 369,2*	*10 030,9*	*10 584,8*	*11 346,1*	*12 197,3*	*13 204,3*	*14 108,7*
Comptes nationaux à prix constants base 2015							
Variation (en %)							
Secteur primaire	*1,7*	*5,9*	*4,0*	*4,4*	*4,4*	*4,3*	*5,2*
Secteur secondaire	*2,3*	*7,6*	*5,4*	*4,2*	*5,0*	*5,8*	*5,4*
Secteur tertiaire	*7,9*	*-0,7*	*4,6*	*6,1*	*7,8*	*8,8*	*7,6*
Impôts sur les produits	*11,8*	*-1,2*	*10,9*	*10,1*	*8,5*	*9,2*	*5,1*
PIB réel	***5,7***	***2,5***	***5,4***	***5,8***	***6,5***	***7,2***	***6,3***
Consommation finale	*7,0*	*0,0*	*4,5*	*3,2*	*4,3*	*5,5*	*2,6*
FBCF	*17,2*	*-9,4*	*3,4*	*6,1*	*8,4*	*8,8*	*13,3*
Exportations	*-5,5*	*12,3*	*9,8*	*27,5*	*13,6*	*23,7*	*4,5*
Importations	*10,1*	*-4,0*	*7,6*	*16,5*	*10,1*	*15,3*	*6,4*
Finances publiques (en mds de FCFA)							
Recettes	*1 882,0*	*1 975,4*	*2 146,3*	*2 212,5*	*2 518,2*	*2 768,6*	*2 934,4*
Recettes fiscales	*1 424,9*	*1 377,3*	*1 647,0*	*1 780,0*	*2 002,0*	*2 257,4*	*2 405,0*
Recettes non fiscales	*322,8*	*282,1*	*205,1*	*228,7*	*248,1*	*260,0*	*278,3*
Dons	*134,3*	*316,0*	*294,2*	*203,7*	*268,2*	*251,2*	*251,2*
Charges	*1 644,5*	*1 724,2*	*1 737,4*	*1 799,0*	*1 851,8*	*1 912,0*	*1 947,9*
Acquisition nette d'actifs non financiers	*556,8*	*780,0*	*937,2*	*955,3*	*1 069,4*	*1 144,4*	*1 226,9*
Solde global	*- 319,4*	*- 528,9*	*- 528,4*	*- 541,8*	*- 403,0*	*- 287,8*	*- 240,4*
Balance des paiements (en mds de FCFA)							
Comptes des transactions courantes	*- 306,9*	*- 101,1*	*- 544,6*	*- 323,0*	*- 439,7*	*- 363,7*	*- 394,1*
Solde global	*67,7*	*475,1*	*213,7*	*302,2*	*258,4*	*342,1*	*281,3*
Masse monétaire (en mds de FCFA)							
Masse monétaire (M2)	*4 056,4*	*4 779,2*	*5 260,4*	*5 487,8*	*5 731,9*	*6 205,1*	*6 630,1*

COTE D'IVOIRE

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Comptes nationaux à prix courants (en mds de FCFA)							
PIB	*34 298,9*	*35 124,6*	*37 077,5*	*40 090,9*	*43 701,3*	*47 012,4*	*50 784,5*
Comptes nationaux à prix constants base 2015							
Variation (en %)							
Secteur primaire	*5,3*	*-1,3*	*4,1*	*3,6*	*3,4*	*3,1*	*4,6*
Secteur secondaire	*11,5*	*1,6*	*7,6*	*9,3*	*9,1*	*9,4*	*7,3*
Secteur tertiaire	*4,8*	*2,7*	*6,2*	*8,0*	*7,7*	*6,4*	*6,8*
impôts sur les produits	*5,0*	*1,6*	*3,0*	*3,8*	*8,8*	*6,6*	*8,0*
PIB réel	***6,2***	***1,8***	***6,0***	***7,3***	***7,5***	***6,6***	***6,7***
Consommation finale	*4,6*	*-0,4*	*9,2*	*8,2*	*4,6*	*3,5*	*5,7*
FBCF	*11,8*	*9,3*	*13,9*	*14,4*	*12,8*	*16,3*	*9,8*
Exportations	*18,6*	*-10,0*	*7,9*	*3,6*	*2,7*	*2,0*	*20,7*
Importations	*1,0*	*-5,5*	*39,1*	*13,1*	*1,3*	*7,0*	*17,3*
Finances publiques (en mds de FCFA)							
Recettes	*5 158,4*	*5 289,3*	*5 559,6*	*6 076,4*	*6 619,2*	*7 040,0*	*7 618,8*
Recettes fiscales	*4 205,4*	*4 356,1*	*4 479,7*	*4 850,7*	*5 316,8*	*5 701,8*	*6 202,7*
Recettes non fiscales et Autres	*678,1*	*739,9*	*786,3*	*848,6*	*923,2*	*991,6*	*1 069,5*
Dons	*274,9*	*193,3*	*293,6*	*377,1*	*379,2*	*346,5*	*346,5*
Charges	*4 437,6*	*5 301,5*	*5 409,6*	*5 654,9*	*5 834,3*	*6 072,0*	*6 348,2*
Acquisition nette d'actifs non financiers	*1 499,3*	*1 914,4*	*1 657,3*	*1 925,3*	*2 090,5*	*2 258,4*	*2 434,4*
Solde global	*- 778,5*	*- 1 926,6*	*- 1 507,2*	*- 1 503,7*	*- 1 305,7*	*- 1 290,4*	*- 1 163,9*
Balance des paiements (en mds de FCFA)							
Comptes des transactions courantes	*- 790,3*	*- 1 191,8*	*- 1 456,1*	*- 856,5*	*- 1 328,1*	*- 855,4*	*- 959,2*
Solde global	*477,6*	*642,3*	*544,1*	*521,7*	*416,1*	*820,7*	*669,2*
Masse monétaire (en mds de FCFA)							
Masse monétaire (M2)	*10 770,1*	*13 042,6*	*13 238,9*	*14 203,1*	*15 267,9*	*16 171,1*	*17 090,3*

GUINEE BISSAU

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Comptes nationaux à prix courants (en mds de FCFA)							
PIB	*885,1*	*894,5*	*943,6*	*1 010,6*	*1 075,9*	*1 148,8*	*1 229,4*
Comptes nationaux à prix constants base 2015							
Variation (en %)							
Secteur primaire	*5,3*	*3,2*	*3,9*	*4,4*	*4,2*	*4,6*	*5,5*
Secteur secondaire	*-0,1*	*0,6*	*1,8*	*4,9*	*5,4*	*4,5*	*4,3*
Secteur tertiaire	*5,9*	*-4,6*	*3,8*	*5,0*	*5,1*	*5,1*	*5,7*
impôts sur les produits	*-0,9*	*-9,9*	*13,0*	*6,3*	*3,4*	*4,3*	*3,8*
PIB réel	***4,5***	***-1,4***	***4,0***	***4,8***	***4,7***	***4,8***	***5,4***
Consommation finale	*4,9*	*-3,4*	*11,6*	*5,4*	*5,5*	*5,1*	*5,6*
FBCF	*5,1*	*-1,7*	*0,8*	*2,7*	*8,2*	*2,6*	*2,9*
Exportations	*-21,0*	*-28,0*	*41,5*	*0,8*	*0,6*	*0,8*	*0,7*
Importations	*10,8*	*-13,8*	*21,2*	*7,1*	*7,7*	*6,9*	*6,4*
Finances publiques (en mds de FCFA)							
Recettes	*130,1*	*132,8*	*154,1*	*170,8*	*188,2*	*202,5*	*214,1*
Recettes fiscales	*79,1*	*67,8*	*90,2*	*102,0*	*115,3*	*124,4*	*133,3*
Recettes non fiscales et Autres	*26,5*	*32,0*	*31,3*	*33,5*	*35,7*	*38,1*	*40,8*
Dons	*24,5*	*33,0*	*32,6*	*35,2*	*37,2*	*40,0*	*40,0*
Charges	*123,6*	*147,9*	*147,9*	*145,4*	*151,9*	*155,9*	*158,3*
Acquisition nette d'actifs non financiers	*38,2*	*66,1*	*64,9*	*74,9*	*82,5*	*87,3*	*87,3*
Solde global	*-31,7*	*-81,2*	*-58,6*	*-49,5*	*-46,1*	*-40,7*	*-31,5*
Balance des paiements (en mds de FCFA)							
Comptes des transactions courantes	*-74,7*	*-70,5*	*-38,6*	*-49,0*	*-67,5*	*-67,5*	*-77,6*
Solde global	*-15,3*	*52,7*	*29,0*	*37,0*	*28,2*	*27,8*	*22,0*
Masse monétaire (en mds de FCFA)							
Masse monétaire (M2)	*366,0*	*399,2*	*404,6*	*443,4*	*482,9*	*527,1*	*576,3*

MALI

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Comptes nationaux à prix courants (en mds de FCFA)							
PIB	*10 125,6*	*10 011,6*	*10 575,0*	*11 254,9*	*12 025,5*	*12 894,3*	*13 921,6*
Comptes nationaux à prix constants base 1999							
Variation (en %)							
Secteur primaire	*4,1*	*-5,6*	*4,1*	*3,6*	*4,0*	*4,0*	*3,7*
Secteur secondaire	*3,8*	*-0,3*	*3,0*	*4,9*	*5,1*	*5,0*	*5,3*
Secteur tertiaire	*5,2*	*1,0*	*4,4*	*6,9*	*6,8*	*6,6*	*7,3*
impôts sur les produits	*7,2*	*-2,2*	*5,3*	*6,4*	*7,2*	*7,4*	*7,8*
PIB réel	***4,8***	***-1,6***	***4,1***	***5,5***	***5,7***	***5,6***	***5,9***
Consommation finale	*3,8*	*1,2*	*4,7*	*5,7*	*5,5*	*5,3*	*4,7*
FBCF	*6,3*	*-2,0*	*3,0*	*3,7*	*13,5*	*6,1*	*10,3*
Exportations	*2,3*	*2,2*	*9,3*	*5,9*	*17,7*	*4,8*	*0,4*
Importations	*5,9*	*-3,7*	*14,0*	*6,1*	*17,4*	*4,0*	*2,5*
Finances publiques (en mds de FCFA)							
Recettes	*2 241,7*	*2 198,7*	*2 421,7*	*2 584,6*	*2 769,1*	*2 989,5*	*3 223,7*
Recettes fiscales	*1 564,1*	*1 570,7*	*1 679,4*	*1 810,1*	*1 941,0*	*2 101,7*	*2 287,1*
Recettes non fiscales et Autres	*486,3*	*514,6*	*543,6*	*578,5*	*618,1*	*662,8*	*715,6*
Dons	*191,3*	*113,4*	*198,7*	*196,0*	*210,0*	*225,0*	*221,0*
Charges	*1 740,4*	*2 019,7*	*2 088,8*	*2 216,8*	*2 314,5*	*2 443,8*	*2 580,2*
Acquisition nette d'actifs non financiers	*675,9*	*613,8*	*745,6*	*700,8*	*775,2*	*877,2*	*1 007,3*
Solde global	*- 174,6*	*- 434,8*	*- 412,7*	*- 333,0*	*- 320,7*	*- 331,6*	*- 363,8*
Balance des paiements (en mds de FCFA)							
Comptes des transactions courantes	*- 565,9*	*- 375,2*	*- 331,4*	*- 430,6*	*- 484,6*	*- 329,9*	*- 469,3*
Solde global	*430,7*	*451,2*	*578,8*	*439,0*	*407,6*	*564,9*	*438,8*
Masse monétaire (en mds de FCFA)							
Masse monétaire (M2)	*2 864,9*	*3 657,1*	*3 711,8*	*4 063,0*	*4 461,5*	*4 912,7*	*5 443,4*

NIGER

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Comptes nationaux à prix courants (en mds de FCFA)							
PIB	*7 589,4*	*7 892,9*	*8 401,5*	*9 253,4*	*10 089,5*	*10 696,0*	*11 385,4*
Comptes nationaux à prix constants base 2015							
Variation (en %)							
Secteur primaire	*3,4*	*3,7*	*5,4*	*4,5*	*6,0*	*4,6*	*6,3*
Secteur secondaire	*9,0*	*0,3*	*3,6*	*28,1*	*16,6*	*6,6*	*5,9*
Secteur tertiaire	*6,3*	*0,8*	*5,3*	*6,1*	*6,3*	*6,3*	*7,3*
impôts sur les produits	*7,6*	*-8,8*	*10,0*	*13,1*	*12,5*	*6,2*	*7,4*
PIB réel	***5,9***	***1,2***	***5,2***	***10,3***	***9,0***	***5,8***	***6,6***
Consommation finale	*5,8*	*1,0*	*5,8*	*5,3*	*4,3*	*5,8*	*6,0*
FBCF	*11,3*	*3,2*	*6,6*	*12,0*	*10,7*	*6,9*	*7,9*
Exportations	*-6,1*	*-8,8*	*3,9*	*31,6*	*47,8*	*12,1*	*6,0*
Importations	*4,7*	*-1,1*	*7,7*	*4,1*	*14,5*	*10,5*	*5,9*
Finances publiques (en mds de FCFA)							
Recettes	*1 362,4*	*1 388,4*	*1 557,2*	*1 640,7*	*1 782,3*	*1 923,0*	*2 097,2*
Recettes fiscales	*783,6*	*760,1*	*915,3*	*1 002,4*	*1 143,8*	*1 246,8*	*1 359,4*
Recettes non fiscales et Autres	*64,8*	*92,3*	*97,9*	*107,3*	*116,5*	*123,2*	*130,8*
Dons	*514,0*	*536,0*	*544,0*	*531,0*	*522,0*	*553,0*	*607,0*
Charges	*716,7*	*813,3*	*852,6*	*904,0*	*937,9*	*969,4*	*1 008,0*
Acquisition nette d'actifs non financiers	*908,4*	*956,2*	*1 031,5*	*1 035,3*	*1 144,3*	*1 245,7*	*1 360,0*
Solde global	*-262,7*	*-381,1*	*-326,9*	*-298,7*	*-299,9*	*-292,1*	*-270,7*
Balance des paiements (en mds de FCFA)							
Comptes des transactions courantes	*-921,6*	*-1 098,0*	*-914,1*	*-342,3*	*-107,4*	*-161,4*	*-286,5*
Solde global	*317,6*	*-81,5*	*201,8*	*731,6*	*931,7*	*922,4*	*826,1*
Masse monétaire (en mds de FCFA)							
Masse monétaire (M2)	*1 295,8*	*1 516,2*	*1 602,5*	*1 857,5*	*2 126,2*	*2 361,0*	*2 627,0*

SENEGAL

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Comptes nationaux à prix courants (en mds de FCFA)							
PIB	*13 655,4*	*14 184,9*	*14 881,2*	*15 830,5*	*17 822,5*	*20 236,7*	*22 134,1*
Comptes nationaux à prix constants base 2014							
Variation (en %)							
Secteur primaire	*4,5*	*15,9*	*4,5*	*5,1*	*5,4*	*4,1*	*4,6*
Secteur secondaire	*3,7*	*0,1*	*5,7*	*8,3*	*19,5*	*21,9*	*14,0*
Secteur tertiaire	*4,6*	*-0,2*	*3,2*	*6,1*	*7,8*	*7,7*	*4,9*
impôts sur les produits	*5,0*	*-7,2*	*6,5*	*4,2*	*8,5*	*5,7*	*26,6*
PIB réel	*4,4*	*1,5*	*4,3*	*6,3*	*10,2*	*10,5*	*9,4*
Consommation finale	*3,8*	*3,8*	*4,5*	*4,0*	*3,7*	*3,0*	*3,4*
FBCF	*8,4*	*-4,7*	*11,9*	*10,2*	*1,8*	*6,0*	*7,6*
Exportations	*11,2*	*-1,2*	*12,0*	*19,5*	*55,9*	*23,8*	*15,8*
Importations	*5,3*	*2,9*	*10,4*	*15,6*	*15,5*	*4,6*	*4,2*
Finances publiques (en mds de FCFA)							
Recettes	*2 789,1*	*2 842,7*	*2 959,8*	*3 301,8*	*3 793,2*	*4 389,3*	*4 882,1*
Recettes fiscales	*2 410,2*	*2 366,9*	*2 469,1*	*2 790,1*	*3 256,5*	*3 823,7*	*4 293,1*
Recettes non fiscales et Autres	*154,3*	*151,3*	*158,7*	*168,9*	*190,1*	*215,9*	*236,1*
Dons	*224,6*	*324,5*	*332,0*	*342,9*	*346,6*	*349,8*	*352,9*
Charges	*2 165,9*	*2 429,0*	*2 101,3*	*2 201,2*	*2 358,5*	*2 567,8*	*2 757,8*
Acquisition nette d'actifs non financiers	*1 160,2*	*1 316,6*	*1 611,0*	*1 797,7*	*2 103,3*	*2 434,1*	*2 740,3*
Solde global	*-537,1*	*-902,9*	*-752,6*	*-697,0*	*-668,7*	*-612,6*	*-616,0*
Balance des paiements (en mds de FCFA)							
Comptes des transactions courantes	*-1 112,0*	*-1 739,3*	*-1 540,5*	*-1 310,3*	*-1 525,5*	*-963,2*	*-558,7*
Solde global	*146,5*	*-90,0*	*89,5*	*225,4*	*314,5*	*974,1*	*1 325,8*
Masse monétaire (en mds de FCFA)							
Masse monétaire (M2)	*5 692,0*	*6 394,3*	*6 455,6*	*6 867,4*	*7 832,4*	*8 817,0*	*9 657,6*

TOGO

Agrégats	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Comptes nationaux à prix courants (en mds de FCFA)							
PIB	*4 230,5*	*4 359,9*	*4 606,5*	*4 945,3*	*5 274,5*	*5 632,0*	*6 049,0*
Comptes nationaux à prix constants base 2016							
Variation (en %)							
Secteur primaire	*1,9*	*1,3*	*3,9*	*5,3*	*4,9*	*5,5*	*4,5*
Secteur secondaire	*6,5*	*5,3*	*4,2*	*5,4*	*5,3*	*6,0*	*6,7*
Secteur tertiaire	*4,5*	*0,9*	*5,0*	*6,0*	*5,7*	*5,9*	*6,3*
impôts sur les produits	*18,7*	*-1,4*	*6,6*	*3,7*	*4,6*	*2,1*	*5,2*
PIB réel	***5,5***	***1,8***	***4,7***	***5,5***	***5,4***	***5,5***	***5,9***
Consommation finale	*1,8*	*-0,1*	*6,4*	*5,3*	*5,2*	*5,6*	*5,5*
FBCF	*20,4*	*15,0*	*3,2*	*4,8*	*7,7*	*7,7*	*5,4*
Exportations	*2,1*	*-4,7*	*25,9*	*3,6*	*20,1*	*10,6*	*3,2*
Importations	*1,4*	*0,8*	*25,5*	*0,8*	*18,5*	*13,1*	*0,5*
Finances publiques (en mds de FCFA)							
Recettes	*746,9*	*703,4*	*834,2*	*921,3*	*1 054,5*	*1 121,8*	*1 201,4*
Recettes fiscales	*551,4*	*531,5*	*623,9*	*702,6*	*820,8*	*876,6*	*967,2*
Recettes non fiscales et Autres	*73,1*	*72,7*	*74,3*	*76,5*	*78,7*	*81,0*	*83,7*
Dons	*122,4*	*99,2*	*136,0*	*142,1*	*155,1*	*164,2*	*150,5*
Charges	*548,9*	*613,5*	*620,3*	*647,3*	*667,6*	*693,9*	*714,3*
Acquisition nette d'actifs non financiers	*234,7*	*394,2*	*451,5*	*483,6*	*547,8*	*571,3*	*633,0*
Solde global	*- 36,7*	*- 304,3*	*- 237,7*	*- 209,6*	*- 160,9*	*- 143,3*	*- 146,0*
Balance des paiements (en mds de FCFA)							
Comptes des transactions courantes	*- 32,6*	*- 172,6*	*- 191,3*	*- 275,7*	*- 259,3*	*- 206,3*	*- 263,7*
Solde global	*170,0*	*244,5*	*133,7*	*26,3*	*54,6*	*62,4*	*33,2*
Masse monétaire (en mds de FCFA)							
Masse monétaire (M2)	*1 804,3*	*2012,8*	*2 119,0*	*2 274,8*	*2 426,3*	*2 590,7*	*2 782,5*